

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque

SOMMAIRE : Le régime du crédit hypothécaire en Belgique, par M. Georges De Leener. — La France (Chronique de l'Étranger). — Chronique : La réorganisation de l'industrie anglaise. — Statistiques.

LE RÉGIME DU CRÉDIT HYPOTHÉCAIRE EN BELGIQUE

par M. Georges De Leener,

Professeur à l'Université de Bruxelles.

Le rôle imparti en Belgique comme ailleurs au crédit hypothécaire est dans une large mesure fondé sur le besoin de crédit à long ou à moyen terme.

Le crédit à long ou à moyen terme est sollicité par l'emprunteur qui sait ne pouvoir raisonnablement s'engager à rembourser les capitaux reçus en prêt, en moins de plusieurs années et parfois même avant dix ou vingt ans. Cette circonstance est d'importance essentielle pour le prêteur. Dans l'intervalle entre le prêt et son remboursement, l'emprunteur peut avoir disparu; il peut avoir perdu sa capacité de travail et il peut avoir subi un sort malheureux. La confiance susceptible d'être attribuée à sa valeur personnelle ne constitue donc pas à beaucoup près un élément suffisant pour justifier que du crédit lui soit accordé. La prudence la plus élémentaire exige qu'en ce cas le crédit soit du crédit réel au sens strict.

Ainsi apparaît la nécessité de garanties hypothécaires, à défaut desquelles le crédit à long ou à moyen terme deviendrait exceptionnel. À leur défaut aussi, l'ensemble des opérations de crédit serait profondément affecté. Leur trouble serait d'autant plus grave qu'aux opérations de crédit hypothécaire sous forme de prêts à long ou à moyen terme s'ajoutent des actes d'ouverture de crédit subordonnés à la constitution de gages immobiliers.

Au total, l'ensemble des opérations de crédit hypothécaire en cours actuellement en Belgique est évalué aux environs de 28 à 29 milliards de francs (1). Sur

ce total, 16 à 17 milliards de dette hypothécaire seraient la contre-partie de créances d'entreprises financières intervenant soit par des prêts proprement dits, soit en dehors de tout plan de remboursement et notamment par des ouvertures de crédit sans détermination de terme. La différence, c'est-à-dire 11 à 12 milliards, seraient prêtés par des bailleurs individuels consentant, à l'intervention de notaires, des prêts d'importants très divers à des emprunteurs qui disposent de biens immobiliers.

Dans le cas de l'intervention directe des bailleurs, aucune organisation ne préside aux pratiques du crédit hypothécaire, sauf l'intermédiaire des notaires. Encore ceux-ci se bornent-ils à mettre prêteurs et emprunteurs en rapport selon la connaissance qu'ils ont des recherches de placements hypothécaires par les premiers et des besoins de capitaux des seconds et à prêter leurs offices aux actes et formalités nécessaires.

On ne peut dire non plus qu'il y ait d'organisation particulière dans les opérations de crédit hypothécaire auxquelles se livrent des établissements financiers en quête de placements de leurs capitaux, que ce soient des institutions d'épargne comme la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, ou des sociétés d'assurance sur la vie.

Autre chose est des placements de capitaux sur hypothèques à l'intervention des établissements financiers spécialisés dans les opérations de crédit foncier. Ceux-ci se procurent des capitaux par voie d'émission d'obligations placées dans le public; ils reçoivent

(1) E. GENIN : *Les prêts hypothécaires en Belgique et leur destination. Bulletin de l'Institut des Sciences économiques*, Louvain, février 1933, p. 281.

aussi, éventuellement, des capitaux en dépôt à plus ou moins long terme. Ils placent ces capitaux sous forme de prêts hypothécaires consentis à des emprunteurs disposant de biens immobiliers. Dans ces conditions, il est permis de parler d'une véritable organisation du crédit hypothécaire. Elle comprend l'intervention d'agents chargés de placer des obligations auxquelles la nature des placements hypothécaires assure des garanties de solidité généralement très appréciées du public en quête d'emploi pour ses capitaux. Ces obligations ont, elles-mêmes, un marché qui permet, en cas de nécessité, à leurs acheteurs de les réaliser pour s'en faire des disponibilités. D'autres entreprises et parfois aussi celles qui opèrent des prêts directs interviennent en outre dans des prêts dits par intervention. Dans ceux-ci, le capital est fourni par un bailleur distinct au nom duquel est prise l'inscription hypothécaire et vis-à-vis duquel l'entreprise en question s'engage au paiement de l'intérêt et au remboursement du capital qu'elle lui garantit l'un et l'autre. Elle se charge d'encaisser les intérêts ou éventuellement les annuités dues par l'emprunteur.

* * *

L'organisation que nous venons de caractériser ne porte pas, à beaucoup près, sur la plus grande partie des opérations de crédit hypothécaire. Tous les prêts hypothécaires individuels évalués au total, comme on sait, entre 11 et 12 milliards, n'y sont point soumis. Les opérations de placement d'institutions d'épargne ou d'assurance n'y sont point davantage subordonnées. Les ouvertures de crédit sur garantie hypothécaire en sont complètement distinctes. L'ordre de grandeur des opérations conclues à l'intervention des établissements spécialisés dans le crédit hypothécaire paraît être au maximum d'environ 2 milliards. Nous y comprenons, outre les prêts opérés avec les fonds provenant du placement d'obligations ou de dépôts, les opérations de prêts consenties par des bailleurs distincts à des emprunteurs dénommés, mais avec le concours d'institutions de crédit foncier intervenant pour y attacher leur garantie et pour assurer le service financier, y compris la reconstitution du capital dans le cas de prêts remboursables par annuités.

Nonobstant la part relativement minime des deux milliards au maximum que constituent toutes ces opérations, leurs conditions exercent une influence fondamentale sur le taux d'intérêt auquel se concluent les prêts hypothécaires. Il n'est pas loisible, en effet, aux établissements financiers obtenant leurs capitaux par le placement d'obligations, de prêter de façon durable à un taux d'intérêt inférieur au prix de revient de ces mêmes capitaux. Ils doivent donc régler l'intérêt auquel ils prêtent d'après l'intérêt auquel ils empruntent, compte tenu de toutes les charges qui grèvent leurs obligations. Le taux d'intérêt auquel ils empruntent est lui-même sous la dépendance du rendement de leurs propres obligations d'après les prix auxquels elles se vendent sur le marché. Ces prix sont connus chaque mois d'après les résultats des ventes publiques mensuelles des valeurs non cotées officiellement. Il va de soi qu'il n'est pas possible, au cas où

ces prix laissent aux acheteurs des obligations aux ventes publiques un intérêt net, par exemple, de 7,60 p. c., que des obligations nouvelles soient placées au taux de 6 1/2 p. c. ou de 7 p. c. Les établissements financiers intéressés peuvent bien éventuellement tenter de corriger les cours faits aux ventes publiques en rachetant leurs propres obligations; mais ils ne peuvent obtenir de ce rachat que des résultats forcément très limités.

Le taux d'intérêt auquel prêtent les établissements de crédit hypothécaire est loin de s'appliquer à la totalité des opérations. Il en est à ce propos comme du taux officiel d'escompte des effets de commerce. Le taux fixé par l'institut central d'émission n'exclut pas la pratique de taux plus ou moins divergents, soit en plus, soit en moins. Pour des prêts appuyés de la constitution de gages aléatoires ou atteignant une quotité très élevée de la valeur de réalisation de l'immeuble gagé, le taux d'intérêt est supérieur à celui pratiqué par les établissements de crédit foncier; il est inférieur s'il s'agit d'emprunts pour lesquels les capitaux nécessaires sont trouvés facilement chez des notaires, parce que ce sont des sommes minimes et parce que les gages sont de premier ordre. Dans de fréquentes circonstances, les bailleurs individuels n'étant pas en état de répondre aux demandes de prêts, les emprunteurs n'ont cependant d'autre ressource que de s'adresser aux établissements de crédit foncier. Ceux-ci leur consentent des prêts dont les conditions d'intérêt sont réglées, pour les raisons que nous avons exposées, par les taux de rémunération qu'ils doivent accorder à leurs obligataires, augmentés des charges diverses qui grèvent le prix de revient des capitaux ainsi obtenus.

La dépendance est certaine aussi entre ces taux de rémunération et les taux de capitalisation des fonds d'Etat, les taux d'intérêt de nouvelles émissions de rentes directes ou indirectes et les taux de rémunération obtenus d'autres placements sûrs, mais à terme plus ou moins long.

* * *

Sous l'influence des déterminismes que nous venons de caractériser, les intérêts des emprunts hypothécaires ont subi depuis la fin de la guerre mondiale des fluctuations très accentuées. Dans l'un des plus grands établissements de crédit foncier, l'intérêt compris dans les annuités de remboursement, qui constituent le mode quasi exclusif de ses prêts hypothécaires, fut, en 1919 et 1920, de 5 à 5,75 p. c.; en 1921, 1922 et 1923, de 6 à 7 p. c.; en 1924 et 1925, de 7 à 8,25 p. c.; en 1926, 1927, 1928 et 1929, aux environs de 9 p. c.; en 1930, aux environs de 8 p. c., et, enfin, en 1931, 1932 et 1933, en moyenne de 7 à 7,40 p. c. (1).

Dans le même temps, le coût des capitaux a varié sensiblement dans les mêmes proportions, comme en témoignent les chiffres ci-après.

(1) Dans le système d'annuités en question, trois facteurs interviennent: l'amortissement, l'intérêt réciproque, c'est-à-dire l'intérêt de capitalisation, et un supplément d'intérêt fixe appelé commission et établi en considération de diverses circonstances du prêt (importance du capital prêté, nature du gage immobilier, durée du prêt, etc.). Les taux d'intérêt que nous avons rapportés comprennent la commission ajoutée à l'intérêt réciproque.

| ANNÉES | Taux d'émission des obligations | Taux d'émission augmenté du montant de la taxe mobilière | Frais d'émission et timbres d'obligations | Totaux |
|--------|---------------------------------|--|---|---------|
| 1919 | 4 % nets | 4,24 % | 0,065 | 4,305 % |
| 1920 | 4 % nets | 4,44 % | 0,09 | 4,53 % |
| | 4,5 % nets | 5 % | 0,09 | 5,09 % |
| 1921 | 5 % nets | 5,55 % | 0,086 | 5,636 % |
| 1922 | 5,5 % bruts | — | 0,098 | 5,648 % |
| 1923 | 5,5 % bruts | — | 0,107 | 5,657 % |
| | 6 % bruts | — | 0,107 | 5,657 % |
| 1924 | 6 % bruts | — | 0,078 | 5,628 % |
| 1925 | 5,5 % nets | 6,47 % | 0,123 | 6,593 % |
| | 6 % nets | 7,05 % | 0,123 | 7,173 % |
| 1926 | 6 % nets | 7,18 % | 0,334 | 7,514 % |
| 1927 | 6 % nets | 7,18 % | 0,326 | 7,506 % |
| 1928 | 6 % nets | 7,18 % | 0,276 | 7,456 % |
| 1929 | 6 % nets | 6,99 % | 0,193 | 7,183 % |
| 1930 | 6 % nets | 6,99 % | 0,164 | 7,154 % |
| | 5,5 % nets | 6,407 % | 0,164 | 6,571 % |
| | 5 % nets | 5,88 % | 0,164 | 6,044 % |
| 1931 | 5 % nets | 5,88 % | 0,174 | 6,054 % |
| | 4,5 % nets | 5,29 % | 0,174 | 5,464 % |
| 1932 | 5 % nets | 5,99 % | 0,184 | 6,174 % |
| 1933 | 5 % nets | 5,99 % | 0,169 | 6,159 % |

Le rapprochement entre les variations du taux d'intérêt des prêts et celles du coût de l'argent est vraiment significatif. Le premier a haussé jusqu'à un écart maximum de 80 p. c. et l'autre a augmenté au plus d'environ 75 p. c. La minime différence qui ressort de ces deux chiffres est justifiée par l'accroissement des frais généraux qui ont augmenté, pour des raisons indépendantes de la volonté de la direction de l'entreprise, dans une beaucoup plus forte proportion que le montant des prêts en cours.

L'effet de contingences inévitables sur la hausse du taux de l'intérêt des prêts hypothécaires apparaît aussi dans les changements survenus dans les conditions auxquelles des capitaux ont pu être obtenus sur gage immobilier de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, de 1919 jusqu'en 1933. En 1919, des emprunteurs pouvaient y obtenir des prêts de cette nature à 5 et 5 1/4 p. c. Ils durent payer jusque du 8 p. c. en 1927. En 1933, ils ont pu obtenir des capitaux de la Caisse d'Epargne à 6 ou 6 1/2 p. c. La hausse maximum fut ainsi de 60 p. c. L'intérêt n'a donc pas atteint un taux aussi élevé que dans le cas de la banque hypothécaire considérée, et il est même retombé un peu plus bas que dans celle-ci. Cette différence n'a rien d'anormal. On ne peut négliger que la Caisse d'Epargne obtient des dépôts auxquels elle acquitte un intérêt beaucoup moindre que celui nécessaire pour le placement des obligations hypothécaires. Par exemple, en 1932, le taux d'intérêt des livrets d'épargne a été de 3,60 p. c. pour les livrets ne dépassant pas 20.000 francs et de 2 p. c. pour la partie dépassant ce chiffre, tandis que 5 p. c. nets devaient être payés aux obligations hypothécaires. D'un autre côté, les capitaux de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite ne sont grevés d'aucune charge fiscale. Ceux que se procurent les banques hypothécaires sont passibles d'une taxe mobilière qui était, en 1932, de

0,99 p. c. pour des obligations payant 5 p. c. net, plus la charge des timbres d'obligation.

Les changements qui ont eu lieu dans les charges fiscales expliquent qu'à taux d'intérêt égaux, les capitaux employés dans les établissements de crédit immobilier à des prêts hypothécaires coûtent plus cher aujourd'hui que jadis. Le total des charges fiscales et frais d'émission représentait en 1919 0,305 p. c. pour des obligations 4 p. c. En 1932, il a représenté 1,174 p. c. pour des obligations 5 p. c. Autrement dit, le coût des capitaux pouvant être mis à la disposition de leur clientèle par des établissements de crédit foncier n'était majoré en 1919 que de 7,6 p. c. par rapport à l'intérêt à leur servir et, en 1932, il était majoré de 23,5 p. c. par rapport à ce même intérêt. De ce seul chef, le taux des prêts hypothécaires devrait déjà être sensiblement plus élevé qu'il ne l'était au lendemain de la guerre.

Mais d'autres raisons non moins considérables ont influé sur le taux d'intérêt des prêts hypothécaires. Ce fut d'abord, après l'expérience de l'instabilité et de la dévaluation de la plupart des monnaies, l'appréhension de prêts à long terme exposant les prêteurs, en cas de baisse de la valeur monétaire, à des pertes parfois très élevées en capital et en intérêt. On ne peut oublier que bien des bailleurs hypothécaires ont subi par le fait de la diminution de la valeur de six septièmes du franc belge des dommages graves. Il n'en fallut pas davantage pour que des bailleurs hésitassent à prêter sur hypothèques et que leur hésitation fût cause de renchérissement du taux d'intérêt de ces prêts.

La raison peut-être la plus indiscutable doit être recherchée dans l'élévation des taux d'intérêt que des bailleurs purent obtenir de nombreux placements en fonds d'Etat, qu'il s'agit de rentes directes ou indirectes, ainsi qu'en obligations de tout premier

ordre. Faut-il rappeler ici qu'en 1926, 1927, 1928 et 1929, années où l'intérêt des prêts hypothécaires atteignit jusque 9 p. c. dans les établissements de crédit foncier, le rendement des fonds d'Etat s'était considérablement relevé? En juillet 1926, l'emprunt de la restauration nationale 1919, 5 p. c. nets d'impôts, au cours de 53 rapportait 9,43 p. c. En janvier 1927, il donnait encore du 6,71 p. c. et du 6,37 p. c. en janvier 1928. Compte tenu des primes et lots, les titres de dommages de guerre 1922, cotés à 146 en juillet 1926, représentaient du 9,80 p. c. et, en janvier 1928, à 207,75, du 6,87 p. c. Actuellement encore, comme le faisait remarquer récemment M. L. Maingie, il suffit d'acquérir des emprunts belges en dollars et estampillés pour placer son argent à plus de 7 p. c., ou d'acheter des obligations des chemins de fer vicinaux, titres nantis de la garantie de l'Etat, pour effectuer pour un très long terme un placement qui dépasse 6,50 p. c. Ces exemples pourraient être multipliés pour démontrer que dans des conditions de sécurité au moins équivalentes à celles des prêts hypothécaires, un rendement supérieur peut être obtenu à celui obtenu de ces prêts (1).

Tout tend donc à démontrer que les taux d'intérêt des prêts hypothécaires échappent au reproche d'arbitraire ou d'excessif qui pourrait leur être adressé.

* * *

Les changements de conjoncture économique ont eu leur répercussion sur le régime du crédit hypothécaire en provoquant à la fois des baisses considérables dans les valeurs de réalisation des immeubles gagés et dans le rendement de leur exploitation ou de leur location. Des charges hypothécaires ont paru être devenues excessives. D'un autre côté, la baisse immobilière a exposé les prêteurs à des pertes sur leur capital dans la mesure où la réalisation des immeubles produisait des sommes inférieures en principal et accessoires à la dette des emprunteurs et elle a exposé ceux-ci au danger de la consécration de la même perte dans la valeur des immeubles dont l'aliénation leur était imposée.

La clause dite de la voie parée, insérée dans les actes de prêts hypothécaires, a été mise en cause à ce sujet. On s'abuserait cependant gravement si l'on n'en considérait les avantages que du point de vue des bailleurs. Lorsque le Parlement vota la loi du 15 août 1854 qui autorise la clause de la voie parée, il se laissa inspirer, comme en témoigne le rapport de M. Lelièvre au nom de la Commission de la Chambre des Représentants, par le désir de faciliter aux propriétaires des emprunts hypothécaires et surtout de leur éviter de subir, en cas de réalisation du gage, les effets d'une expropriation forcée. « L'expérience prouve, écrivait à ce sujet M. Lelièvre, que les immeubles se vendent bien plus avantageusement par le ministère d'un notaire que devant un tribunal et, sous ce rapport, l'intérêt du débiteur, comme celui des créanciers, exigent qu'on adopte le mode de vendre

le plus favorable et de nature à faire élever le prix de la propriété à sa véritable valeur (1). »

Il semble que dans l'ensemble des opérations de prêts hypothécaires conclues par de grands organismes, tels que institutions de crédit foncier, sociétés d'assurance sur la vie, etc., le nombre d'exécutions des débiteurs soit resté relativement très minime, nonobstant les effets de la crise aiguë que subissent les emprunteurs autant que quiconque dans le monde économique actuel. Au 30 septembre dernier, l'un des principaux établissements de crédit foncier ayant environ 5.400 prêts en cours représentant un capital de plus de 371 millions de francs, n'avait réalisé par voie parée que les immeubles gageant, en 1932, treize emprunts d'un total de 5.881.000 francs et, en 1933, vingt-huit emprunts d'un total de 4.831.063 francs.

Une grande société d'assurances sur la vie, ayant environ 330 millions de francs de créances hypothécaires correspondant à environ 6.000 prêts en cours n'a dû, de 1920 à 1931, exécuter en moyenne que huit débiteurs par an. La situation s'est sans doute aggravée en 1932 et en 1933; mais cependant, le nombre de débiteurs exécutés n'a été que de seize en 1932 et de vingt-huit en 1933, c'est-à-dire pas même un demi-pour-cent du nombre total des débiteurs (2).

Les exécutions sont restées minimes, parce que les prêteurs ont accordé des réductions d'intérêt à leurs emprunteurs hypothécaires dans les cas où la situation de ceux-ci les justifiait et où le capital prêté n'était pas exposé à être perdu en plus ou moins grande partie.

Il se peut que des prêteurs hypothécaires ne firent malheureusement pas preuve de la même compréhension des possibilités. Aussi, vis-à-vis de ceux ayant prêté, pour prendre des cas extrêmes et exceptionnels ou abusifs, au taux de 10 p. c. en 1926 pour un terme de quinze années, les emprunteurs n'obtenant pas de réduction d'intérêt devraient-ils, semble-t-il, chercher à opérer une conversion. Dans l'éventualité où ils pourraient emprunter aujourd'hui à 7 p. c., ils rembourseraient leur emprunt à 10 p. c. avec le produit d'un nouvel emprunt à 7 p. c. Dans ces conditions, les charges de prêts hypothécaires anciens reviendraient au niveau normal des charges grevant des prêts actuels. Il est cependant deux ordres de circonstances qui contrarient ce réajustement dans l'intérêt des emprunteurs hypothécaires.

Les premières de ces circonstances concernent la dévaluation des immeubles qui est survenue depuis 1929. Un immeuble d'une valeur vénale d'un million a pu servir de gage en 1929 pour un prêt de 600.000 francs représentant 60 p. c. de la valeur expertisée. Si celle-ci n'est plus en 1934 que 600.000 francs, le même emprunteur aura peine à trouver prêteur pour plus de 400.000 francs. Aussi, la conversion de l'emprunt implique-t-elle que l'emprunteur soit en état d'en rembourser une partie par ses propres ressources

(1) *Chambre des Représentants, session de 1851-1852. Expropriation forcée. Rapport fait, au nom de la Commission, par M. H. Lelièvre, p. 192.*

(2) *L. MAINGIE : A propos d'un projet de loi relatif à un moratoire hypothécaire. Op. cit.*

(1) *L. MAINGIE : A propos d'un projet de loi relatif à un moratoire hypothécaire. Bulletin des Assurances, 1933.*

ou indépendamment du nouvel emprunt qu'il obtiendra sur le même immeuble.

Le plus gros obstacle est dû aux charges qui grèvent la conclusion du nouvel emprunt hypothécaire. Nous emprunterons à ce sujet les chiffres d'un cas concret considéré par M. D. Maertens dans une étude récente (1) : une créance de 50.000 francs est due à 9 p. c. ou à un taux d'annuité actuellement exagéré. Le créancier refuse à faire droit à la demande de son débiteur en vue d'obtenir une diminution; la créance devient exigible dans deux ans. Dans l'état actuel, le débiteur ne peut que continuer à payer ce taux exagéré. Pourquoi? Parce que pour rembourser son créancier, il devrait passer par les frais d'un nouvel acte de prêt, faire radier l'inscription qui garantit l'ancien et payer en outre à son créancier une indemnité de remploi (généralement de trois mois d'intérêt). Ces frais se monteront comme suit :

a) Nouvel acte de prêt :

A l'Etat :

| | | |
|---|-----|---------|
| Droit d'obligation 2,4 p. c. | fr. | 1.200,— |
| Droit d'inscription 0,4 p. c. | | 200,— |
| Droit de timbres, état de charges | | 150,— |

Au notaire :

| | | |
|--|-----|---------|
| Honoraire du tarif 1,5 p. c. | | 750,— |
| Rédaction des bordereaux | | 250,— |
| Vacation au bureau des hypothèques . . . | | 30,— |
| Au notaire ou à un intermédiaire, négociation et recherches pour trouver le nouveau capital, 1 p. c. | | 500,— |
| | Fr. | 3.080,— |

| | | |
|--|-----|-------|
| b) Radiation de l'ancienne inscription environ 1 p. c. | fr. | 500,— |
|--|-----|-------|

| | | |
|---|--|---------|
| c) Indemnité de remploi trois mois, 9 p. c. | | 1.125,— |
|---|--|---------|

Total à déboursier pour le nouveau prêt fr. 4.705,—

En supposant au mieux que le même débiteur puisse emprunter actuellement à 6 1/2 p. c., il calculera qu'au bout de deux ans, il aura payé en moins comme intérêt : 9 p. c. — 6,5 p. c. soit 2 1/2 p. c., soit sur 50.000 francs, une somme de 2.500 francs. Dans ces conditions, l'opération le constituerait même en perte, puisqu'elle lui coûterait 4.705 francs pour ne lui valoir qu'un avantage de 2.500 francs, soit un déficit de 2.205 francs.

Il n'est donc pas douteux que les charges fiscales propres à la conclusion des prêts hypothécaires faussent le réajustement de l'intérêt des prêts aux conjonctures économiques qui pourraient le justifier ou le nécessiter. D'un autre côté, les taux d'intérêt pratiqués par les grandes institutions de crédit foncier, dont nous avons montré le rôle régulateur, ont augmenté en partie sous l'influence de l'aggravation de la taxe mobilière sur les coupons d'obligations, ainsi que du timbre d'obligation.

(1) D. MAERTENS : *Les dettes trop lourdes. La Propriété*, 15 février 1934.

D'autres causes expliquent que le crédit hypothécaire donne lieu à des reproches d'abus patents constituant une réelle usure. Il s'agit de prêteurs ou d'intermédiaires sollicitant des clients, dont ils surprennent l'ignorance. D'autres fois, des emprunteurs en quête de prêts qu'ils n'obtiennent pas à leur gré auprès d'établissements de crédit foncier, d'institutions d'épargne ou de notaires dans des conditions parfaitement normales, s'adressent à des prêteurs véreux, dont ils espèrent pouvoir obtenir un prêt sur un gage refusé ailleurs ou un prêt plus élevé sur le même gage. Il en est souvent de même d'emprunteurs désireux d'obtenir un prêt sur deuxième hypothèque qui grèvera un immeuble déjà grevé d'une première hypothèque.

Les abus qui se présentent dans ces conditions sont de diverses sortes. Voici l'exemple d'un emprunteur ayant signé le 27 août 1932 une convention d'emprunt hypothécaire pour une somme de 20.000 francs au taux de 7 p. c. l'an, réduit d'un demi pour-cent en cas de paiement dans la quinzaine des échéances. Dans ce taux d'intérêt, rien ne paraît anormal; mais dès la seconde échéance trimestrielle, l'emprunteur n'ayant pu faire face au paiement des intérêts, la société prêteuse commença le 30 mars 1933 la procédure d'exécution par voie parée, qui aboutit à la vente de l'immeuble hypothéqué le 12 juin 1933. La société prêteuse réclama et obtint le paiement de fr. 24.227,50 à titre de remboursement du capital, de paiement des intérêts, d'indemnités diverses et d'une prime d'assurance sur la vie échue le 22 août 1933; car, outre l'inscription hypothécaire sur son immeuble, l'emprunteur avait dû consentir à la souscription d'une assurance-vie auprès de la même société moyennant une prime annuelle. Celle-ci avait été payée une première fois. Il en résulte que la jouissance pendant dix mois du capital de 20.000 francs a coûté à l'emprunteur la somme de fr. 5.575,60, qui équivaldrait à un intérêt de 30 à 35 p. c. l'an, sans parler des frais d'acte.

Par ailleurs, on signale le fait d'intermédiaires attirant des clients en leur proposant des prêts à des taux exceptionnellement bas, tels que 6 et 5 p. c. En réalité, les contrats qu'ils leur font signer impliquent une charge effective s'élevant à 10, 12 ou même 15 p. c. La différence peut être due au calcul des versements annuels qui est établi, dans le cas d'emprunts remboursables par annuités, sans déduction de la partie de capital remboursée. Elle est due d'autres fois à des redevances perçues à titre d'intervention dans le remboursement par annuités et dans la reconstitution du capital au profit du bailleur.

Dans ces prêts par intervention, le danger est, en outre, lorsqu'ils comprennent un remboursement par annuités, que celles-ci ayant été encaissées par la société intervenante à l'acte, pour reconstituer le capital et pour le rembourser au bailleur à l'échéance, une déconfiture de la société survienne. Le débiteur reste tenu, vis-à-vis du bailleur, de l'entière du capital emprunté.

Enfin, des abus sont dus à des courtiers véreux

offrant des prêts à des conditions plus qu'avantageuses et à concurrence d'un import atteignant, à leurs dires, 80 p. c. de la valeur du gage hypothécaire. Ils s'arrangent de façon à contraindre leurs clients à payer, en toute occurrence, une commission de 2, 2,5 et même 3 p. c. du montant du prêt sollicité. L'affaire se termine le plus souvent par le prêt d'une somme réduite de 40 ou 50 p. c. sur le montant sollicité, sous le prétexte que l'emprunteur avait surévalué la valeur de son immeuble. Si l'emprunteur abandonne la négociation, il perd la commission qu'il s'est formellement engagé à payer. Si, au contraire, il se contente du prêt réduit, celui-ci est de ce chef grevé d'une commission abusive pouvant atteindre 5 et 6 p. c. Au cas d'un emprunt pour une durée de cinq années, la charge annuelle du prêt s'en trouve grevée d'environ 1 p. c. supplémentaire.

Dans son ensemble, le régime du crédit hypothécaire en Belgique repose sur des bases saines. Les conditions auxquelles il assure aux emprunteurs des prêts gagés sur leurs immeubles sont, en général, le résultat normal des conjonctures du marché de l'argent. Il serait fâcheux que des dispositions légales nouvelles faussent l'action de rouages dont l'économie nationale a retiré d'éminents services. Le souhait n'en doit pas moins cependant être exprimé que des mesures de protection appropriées préviennent des abus auxquels donnent lieu certaines négociations d'emprunts hypothécaires. On n'oubliera pas, enfin, que les charges fiscales retentissent sur toutes les opérations de crédit hypothécaire à la fois en rendant ce crédit plus cher et en contrariant l'accommodement aux changements de circonstances dus à l'abaissement du taux du loyer de l'argent.

LA FRANCE

(CHRONIQUE DE L'ÉTRANGER.)

Si, il y a trois ans, il n'était pas rare d'entendre dire que la politique très protectionniste de la France lui assurait un équilibre économique qui lui permettait de se suffire à elle-même et la mettait à l'abri des plus graves atteintes de la crise mondiale, il faut bien constater que cette prétendue immunité ne s'est aucunement vérifiée.

Il est certes bien malaisé de faire actuellement le point. Les crises ministérielles qui se sont succédé à une cadence accélérée n'avaient pas facilité jusqu'à présent le vote d'un budget équilibré, ni une adaptation des prix intérieurs aux prix mondiaux, ni la solution du problème tout aussi important des relations commerciales avec les pays étrangers.

Un premier pas vient d'être fait dans la voie du redressement financier. Le gouvernement a obtenu le la Chambre des députés le vote du budget par 469 voix contre 123 et l'autorisation de procéder par décrets, jusqu'au mois de juin 1934, aux mesures d'économie rendues nécessaires par le déficit. Le Ministre des Finances, M. Germain-Martin, n'avait pas dissimulé, en effet, que l'équilibre des dépenses et des recettes réalisé dans le projet n'était que précaire et qu'il faudrait absolument modifier ou suspendre certaines lois organiques dont le fonctionnement entraîne, pour l'Etat, des charges progressives intolérables dans les temps de crise où nous sommes.

Au point de vue monétaire, la situation française reste foncièrement bonne.

Tous les gouvernements successifs ont affirmé leur volonté de maintenir la convertibilité en or à la parité fixée par la loi de juin 1928. M. le Gouverneur Moret, lors de l'assemblée générale de la Banque de France, en janvier dernier, avait déjà insisté sur la nécessité de poursuivre sans restriction l'application du régime de l'étalon-or. « L'expérience de l'année 1933, disait-il, ne peut que renforcer à nos yeux la valeur des doctrines auxquelles nous avons toujours été et demeurons fermement attachés. Nous restons plus que jamais convaincus que la convertibilité en or de la monnaie est la condition indispensable d'une saine discipline économique et sociale.

» Quelque séduisants que puissent être les procédés artificiels auxquels l'histoire montre que les peuples ont toujours tendance à recourir, en période de crise, ils n'apportent, en réalité, que des améliorations illusives ou précaires, bientôt suivies de déceptions. Les échanges internationaux qui, dans le monde moderne, assurent pour une si large part la richesse de toutes les nations, ne pourront reprendre leur essor tant que la valeur des grandes monnaies ne sera pas

fixée. La stabilité monétaire est ainsi le moyen le plus efficace de préparer le retour à une prospérité durable.

» Mais elle présente à nos yeux une signification plus haute encore. Seule, elle nous paraît apte à garantir, dans l'ordre et la justice, l'évolution progressive des sociétés humaines. La France y restera fidèle. Notre pays repousse d'instinct les solutions de facilité et d'aventure qu'il sent contraires à ses instincts et à son génie. »

Cette affirmation si nette d'adhésion à la doctrine de l'étalon-or, a été confirmée par la politique de la Banque de France. La récente décision prise par M. Roosevelt de stabiliser, dans les conditions connues, le dollar à 59,08 p. c. de sa valeur-or ancienne et l'écart trop grand laissé entre le taux et le cours du change à l'époque, ont produit un mouvement de capitaux vers les Etats-Unis qui s'est traduit par des sorties d'or considérables. Du 12 au 19 janvier, la Banque de France perdit 94 millions de francs de métal, du 19 au 26, 106 millions, du 26 janvier au 2 février, 194 millions, du 2 au 9 février, 1.978 millions; à cette dernière date, l'encaisse était encore de 74.882 millions et le pourcentage par rapport aux engagements à vue de 77,79 p. c.

En d'autres termes, les capitaux américains et autres qui s'étaient réfugiés en France et avaient gonflé les réserves-or de la Banque de France bien au delà de ses besoins se retiraient, attirés par le bénéfice temporaire de change et las de ne toucher que des intérêts minimes. Ce phénomène est naturel. Il n'a rien d'inquiétant.

Le franc français subit le contre-coup de cette situation sur le marché des changes : le 5 février, le dollar, dont la parité actuelle est de fr. français 15,07, s'éleva brusquement de 15,72 qu'il cotait la veille à fr. 16,08, et la livre gagnant près de 2 1/2 points, atteignit le cours rond de 80 francs. Cette réaction ne dura qu'un seul jour : le 6 février, le dollar cotait 15,80 1/2 et la livre 78,30.

Le fonctionnement normal du régime de l'étalon-or prévoit dans des cas de ce genre une manœuvre classique qui est l'élévation du taux de l'escompte. La Banque de France n'a pas hésité à l'appliquer, mais elle l'a fait avec une extrême modération, portant le taux de 2 1/2 à 3 p. c. Il faut surtout donner à ce geste une valeur d'indication : l'Institut d'émission marque ainsi, à ceux qui pourraient en douter, qu'il est résolu à défendre le franc contre toutes les attaques, qu'elles viennent du dehors ou du dedans,

par la mise en œuvre des seuls moyens que lui offre le régime monétaire auquel il entend rester fidèle.

En outre, la Banque de France veillait à ne pas laisser user de ses propres avances pour lui retirer de l'or : les banques françaises, à sa demande, restreignirent leurs crédits aux opérations commerciales intéressant la France, et les demandeurs d'or eurent à présenter des billets, sans pouvoir utiliser leurs facultés d'escompte ou d'avances. Rien de plus légitime.

Par là, il devint plus difficile de se procurer du franc français.

Au cours des deux semaines qui ont suivi, de nouvelles sorties d'or ont été encore constatées : 448 millions dans la semaine du 9 au 16 février et 463 millions dans celle du 16 au 23. Elles sont, on le voit, moins considérables. Parallèlement, la prime du dollar diminuait, réduisant les profits que permettait de réaliser sur les exportations d'or le trouble du marché monétaire français. Après un mois d'arbitrage sur l'or, les transferts de métal ont cessé. Le dollar est revenu à fr. 15,45 le 10 février, à 15,30 le 20, à 15,23 3/4 le 26. Il se maintient à présent aux environs de 15,22 1/2 sans aucune intervention anormale, par le seul équilibre des offres et des demandes. A ce cours, les arbitragistes ne trouvent plus guère de bénéfice à transférer du métal aux Etats-Unis.

Les événements récents ont donc montré que la défense technique du franc est assurée. Les ressources de la Banque de France restent énormes, sa volonté inébranlable, et elle a montré assez souvent son habileté à résoudre les problèmes monétaires pour qu'on lui fasse toute confiance.

Il faut maintenant — et c'est l'œuvre du gouvernement — que l'on s'attaque à l'ensemble du problème économique.

Il y a notamment la question de l'adaptation du niveau des prix français aux niveaux inférieurs qui existent dans la plupart des pays étrangers. C'est un problème de déflation très délicat. Si les prix français restent trop élevés, la chute du commerce extérieur ne peut qu'aller en s'accroissant.

Encore convient-il de ne pas oublier l'importance que représentent dans la balance des comptes de la France : 1° les articles de luxe, 2° l'apport des étrangers venant séjourner à Paris, à la Corniche, dans les villes d'eau et de cure françaises. Ces derniers éléments sont évidemment beaucoup moins visibles à la différence des prix en France. Leur puissance dépend essentiellement du relèvement de la situation économique dans les pays étrangers qui, comme les pays anglo-saxons, sont parmi les principaux éléments de cette clientèle française.

Outre ce problème des prix, celui de l'orientation de la politique commerciale de la France vient s'ajouter aux soucis des gouvernants. Ils s'appuient heureusement — nous le verrons tantôt — sur un pays dont l'organisation économique a résisté de façon satisfaisante à la crise et qui a fait preuve d'un bon équilibre.

Nous allons voir tout d'abord comment on envisage

actuellement l'équilibre financier. Puis nous jetterons un coup d'œil sur l'orientation nouvelle de la politique commerciale.

LES FINANCES PUBLIQUES.

Le gouvernement de M. Doumergue avait fixé comme dernière limite au vote du budget de 1934 la date du 28 février. La Chambre et le Sénat ont répondu à l'attente du Président du Conseil et lui ont fait confiance, lui octroyant, pendant un terme de trois mois, le droit d'agir, en matière budgétaire, à l'aide de décrets-lois.

Depuis 1932, on travaille à réduire le déficit de l'Etat et il faut le reconnaître, on y était parvenu dans une certaine mesure. Le gouvernement précédent faisait état d'une réduction de 12 milliards de francs, mais ce chiffre est très discuté. La conversion des rentes 6 et 5 p. c. en 4 1/2 p. c. a certainement entraîné une économie. D'autres réductions de dépenses ont été faites, mais timidement, et c'est surtout par une aggravation des impôts que l'on a rétréci la marge entre les dépenses et les recettes de l'Etat, sans arriver cependant, et de loin, à l'équilibre.

Actuellement, il semble difficile de recourir à de nouveaux impôts et ce n'est que dans le sens d'une réforme fiscale que l'on peut entrevoir, par un meilleur aménagement de l'assiette des impôts directs notamment, un supplément de ressources. Quant aux réductions de dépenses, les pleins pouvoirs accordés au ministre lui permettent « jusqu'au 30 juin 1934 de prendre, nonobstant toutes dispositions législatives contraires, par décrets rendus en conseil des ministres et contresignés du Président du Conseil et du Ministre des Finances, les mesures d'économie qu'exigera l'équilibre du budget. Ces décrets seront soumis à ratification des Chambres avant le 31 octobre 1934. Ils auront force exécutoire jusqu'à décision du Parlement. »

Tel qu'il a été voté, le budget comporte 48.281 millions de francs de recettes et 50.162 millions de francs de dépenses. Il présente donc un déficit de 1.881 millions de francs. On reconnaît du reste généralement — et M. Germain-Martin l'a lui-même admis — que le budget ainsi voté porte en lui les sources d'un déficit plus considérable. Pour l'éviter, le gouvernement possède des pouvoirs exceptionnels. De l'emploi qu'il en fera dépend le sort du budget. Il faut attendre quelque temps avant de se prononcer.

Le déficit budgétaire pose aussi une question de Trésorerie. Celle-ci, avec des rentrées difficiles, doit cependant remplir toutes ses obligations.

Dans le rapport fait au nom de la Commission des Finances de la Chambre, M. Paul Jacquier a examiné la situation du Trésor public. On peut constater que depuis mai 1932 jusqu'à décembre 1933, l'actif disponible ou réalisable à brève échéance a diminué de plus de moitié. Les disponibilités du Trésor ont donc été réduites sérieusement. Par contre, le volume des bons du Trésor a augmenté fortement et n'a été que partiellement compensé par une réduction des « dépôts du Trésor ». Encore n'est-il pas exact de parler ici de

compensation, car la diminution de ce poste correspond à un resserrement dans les liquidités de la Caisse autonome, des chèques postaux, etc. Elle n'est guère plus favorable pour le Trésor que ne le serait pour les banques une réduction des fonds déposés chez elles par les particuliers.

Après une longue analyse des variations survenues dans les principaux éléments de la Trésorerie, d'où il découle que le Trésor a dû émettre dans le public, entre fin 1932 et fin 1933, des bons et titres de rente pour près de 23 milliards de francs, tant pour les besoins généraux du budget que pour des besoins spéciaux (P. T. T., Chemins de fer de l'Etat, Colonies), M. Jacquier établit ainsi au 31 décembre 1933 la dette publique française :

| | | |
|---|------------|------------------------|
| Dette perpétuelle | fr. | 52.134.000.000 |
| Dette amortissable | | 169.090.000.000 |
| Dette à court terme et à échéance massive | | 18.199.000.000 |
| Dette flottante | | 48.667.000.000 |
| Dette des P. T. T. | | 7.753.000.000 |
| Dette extérieure | | 4.056.000.000 |
| Total | fr. | 299.899.000.000 |

Il serait très difficile au Trésor d'être chargé, cette année encore, d'un déficit budgétaire. En 1934, il aura à faire face à des engagements considérables. Outre des dépenses importantes au titre de l'organisation de la défense nationale, des paiements à faire aux sinistrés, des décaissements à effectuer pour l'outillage national, des avances à faire au fond commun des chemins de fer, aux P. T. T., etc., le Trésor doit pourvoir en 1934 à d'importantes échéances de la dette à moyen terme; au total 8.200 millions. L'échéance la plus lourde se place le 25 octobre pour les bons 5 p. c. à dix ans émis en 1924. Elle s'élève à 5.979 millions de francs. Le gouvernement a toutefois été autorisé par la loi du 23 décembre 1933 à procéder en ce qui concerne ces fonds à des opérations de consolidation facultatives pour les porteurs.

Enfin, les insuffisances saisonnières du budget entraîneront pour le Trésor, pendant les dix premiers mois de l'année, des décaissements récupérables pendant le second semestre. Il n'est pas exagéré de les évaluer à 7 milliards environ.

Pour faire face à ces besoins, le Trésor dispose de facultés d'émission importantes. Le plafond des émissions de bons ordinaires, fixé à 12 milliards à partir du 31 mars et ramené à 10 milliards à partir du 30 septembre, n'est pas atteint actuellement. Le montant des bons en circulation au 15 février ne s'élevait en effet qu'à 8.713 millions.

De plus, le Ministère des Finances a été autorisé par la loi du 23 décembre 1933 à procéder dans la limite de 10 milliards à des émissions de rentes et valeurs du Trésor. Il a fait usage de cette faculté à concurrence de 4.180 millions. Il reste donc une marge substantielle.

Le resserrement du marché monétaire, provoqué principalement par les sorties d'or récentes et la contraction de la circulation, opposera sans doute quelque difficulté au placement des bons du Trésor.

Quant au succès des émissions à long terme qui font appel aux capitaux d'épargne, il dépend de la confiance que l'état des finances publiques inspirera aux épargnants.

Dans de telles conditions, M. Jacquier estime qu'en présence d'un budget où la moitié des dépenses est incompressible et l'autre moitié a déjà subi des réductions qui touchent aux limites extrêmes, ce serait poursuivre une chimère que de prétendre obtenir des économies d'une telle ampleur sans ébranler dangereusement les assises mêmes de l'ordre public.

Une déflation fiscale assez massive pour agir efficacement sur les prix ne paraît donc, à l'analyse, pas praticable.

Aussi, réclame-t-il la revision d'institutions qui ont conduit à l'augmentation désordonnée des dépenses publiques et la simplification des lois fiscales dont l'extrême complexité aggrave encore le poids des impôts.

C'est dans cette voie que le Ministre des Finances paraît du reste vouloir s'engager.

LA POLITIQUE COMMERCIALE.

Les chiffres récemment publiés du commerce extérieur de la France en 1933 ne manifestent pas de changement très marqué par comparaison avec l'année précédente.

En valeur, la diminution se poursuit encore bien que très ralentie; en poids, on constate en revanche une certaine augmentation : 1,8 p. c. aux importations et 6 p. c. aux exportations.

Si l'on examine les différentes catégories de produits, on constate que les tendances apparaissent un peu plus encourageantes :

| | 1932 | 1933 | Différence |
|--|---------------|---------------|----------------|
| En poids. (En milliers de tonnes.) | | | |
| <i>Importations :</i> | | | |
| Alimentation | 8.628 | 6.894 | — 1.734 |
| Matières premières | 37.046 | 39.860 | + 2.814 |
| Objets fabriqués | 1.975 | 1.761 | — 214 |
| Total | 47.649 | 48.515 | + 866 |
| <i>Exportations :</i> | | | |
| Alimentation | 1.167 | 1.199 | + 32 |
| Matières premières | 19.748 | 20.764 | + 1.016 |
| Objets fabriqués | 2.708 | 3.092 | + 384 |
| Total | 23.623 | 25.055 | + 1.432 |
| En valeur. (En millions de francs.) | | | |
| <i>Importations :</i> | | | |
| Alimentation | 10.979 | 9.601 | — 1.378 |
| Matières premières | 13.222 | 13.847 | + 625 |
| Objets fabriqués | 5.607 | 4.977 | — 630 |
| Total | 29.808 | 28.425 | — 1.383 |
| <i>Exportations :</i> | | | |
| Alimentation | 2.920 | 2.521 | — 399 |
| Matières premières | 4.553 | 4.737 | + 184 |
| Objets fabriqués | 12.272 | 11.175 | — 1.057 |
| Total | 19.705 | 18.433 | — 1.272 |

Relativement à 1932, les importations de matières premières pour l'année 1933 accusent, en poids, un progrès de 7,6 p. c. Cette augmentation est un signe de recrudescence de l'activité industrielle qui se traduit du reste aussi par un léger accroissement, en poids, des exportations d'objets fabriqués. Et cet accroissement vaut d'autant plus d'être souligné que les industriels français luttent dans des conditions défavorables contre leurs concurrents étrangers. Leur prix de revient est, en effet, lourdement grevé par une fiscalité et un tarif douanier fort lourds et des salaires comparativement élevés, correspondant à un coût de la vie assez haut. De plus, la dépréciation monétaire qui a atteint un certain nombre de leurs pays clients et les tendances à l'autarchie qui se manifestent un peu partout ajoutent à leurs difficultés.

L'évolution, en valeur, est moins satisfaisante. Aux importations on relève, par suite de certaines hausses de prix, une augmentation de prix de 5 p. c. dans les matières premières, tandis qu'aux exportations on constate que la valeur totale des produits fabriqués vendus à l'étranger a été inférieure d'environ 8 1/2 p. c. au chiffre correspondant de 1932.

Au total, le déficit de la balance commerciale atteint, à 8 millions près, le total impressionnant de 10 milliards de francs, déjà enregistré en 1932 et cela malgré une diminution très sensible des entrées de denrées alimentaires due à de bonnes récoltes en France. Du point de vue de la balance des comptes, c'est là une situation qui ne peut se prolonger. Les rentrées dues aux dépenses des touristes étrangers ont déjà diminué très sensiblement, enlevant un élément d'actif appréciable. Il faut en outre s'attendre à ce que la stabilisation de la livre sterling, qui peut suivre celle du dollar dans un délai assez rapproché, ait pour conséquence un reflux vers les Etats-Unis et la Grande-Bretagne des capitaux réfugiés en France, ce qui serait un élément de faiblesse de la balance des comptes.

Si la balance commerciale s'est soldée avec un déficit de 9.992 millions en 1933, en regard de 10.103 millions en 1932 et 11.770 millions l'année précédente, et s'il paraît s'être établi ainsi une certaine stabilité du déficit, en réalité, d'importants changements se sont produits qui, dans l'ensemble, paraissent se compenser à peu près, mais qui n'en méritent pas moins d'être observés avec soin. C'est ainsi que le déficit a beaucoup augmenté pour les échanges franco-coloniaux, tandis qu'au contraire il se réduisait notablement pour les transactions avec les pays étrangers.

Cette évolution est en somme favorable, car acheter aux colonies c'est assurer leur développement, ce qui ne peut que profiter à la métropole. Le resserrement des transactions avec l'étranger est, par contre, un élément de faiblesse. La France a moins acheté à tous ses grands fournisseurs et en particulier à ceux qui, comme l'Argentine et le Canada, lui expédiaient des denrées alimentaires et des matières premières. La réduction est aussi marquée pour la Grande-Bretagne, l'Union économique belgo-luxembourgeoise et dans une très forte mesure pour l'Allemagne.

Ce déficit constant de l'ordre de 10 milliards et la régression de plus en plus accusée de l'ensemble du mouvement commercial avec l'étranger ont amené les gouvernements et les grandes associations commerciales et industrielles à rechercher quelle orientation nouvelle il serait utile de donner à la politique commerciale française.

Au début de 1933, au cours de deux congrès, organisés l'un par l'Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises, l'autre par l'Association nationale d'Expansion économique, les grandes lignes d'une doctrine nouvelle ont été élaborées. On y a affirmé tout d'abord la nécessité pour la France de reprendre sa liberté contractuelle soit en obtenant, par des négociations, la déconsolidation des postes de son tarif qui ont été consolidés, soit en dénonçant ses conventions commerciales avec l'étranger. On jugea en outre nécessaire d'utiliser temporairement le régime des contingents sous couleur de protection contre le *dumping*, de reviser le tarif douanier français dans le cadre de la nomenclature internationale établie par le Comité des Experts de Genève, de baser le nouveau tarif sur le principe de la compensation, à l'exclusion de toute préoccupation fiscale, et d'écarter des nouvelles conventions la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée, accordée sans réserve.

Mais les événements qui se sont produits nombreux, en 1933, ont placé la France dans une situation un peu différente de celle où elle se trouvait douze mois auparavant et la doctrine a dû être révisée.

Devant l'impossibilité de remanier le tarif et les traités de commerce en période de prix instables, le gouvernement français s'est décidé à appliquer un programme transitoire.

Il avait espéré se mettre à l'abri des importations anormales de marchandises provoquées par la dépréciation de certaines monnaies étrangères, en appliquant le système de la surtaxe de change.

Très vite, il y renonça pour le remplacer par une généralisation du système des contingents et l'utilisation de ces contingents comme monnaie d'échange avec les autres pays. On veut s'efforcer de limiter le déficit de la balance commerciale en accroissant les exportations dans les pays disposés à maintenir le niveau actuel de leurs importations en France. Pour cela, on a abaissé à 25 p. c. le montant des contingents précédemment fixés, les 75 p. c. supplémentaires devenant négociables et susceptibles d'être attribués aux pays qui feraient des concessions équivalentes.

Les décrets relatifs aux réductions prévues datent du 31 décembre 1933. Des négociations ont été aussitôt entamées avec les divers pays fournisseurs de la France.

Ce sont tout d'abord les Etats-Unis, qui ont obtenu des contingents de 100 p. c. en contre-partie d'un accroissement des exportations de vins français en Amérique. En général, on ne se montre pas très satisfait en France de cette concession faite, dit-on, trop libéralement.

Avec la Russie, un traité a été signé le 11 janvier. L'attention du gouvernement français avait été attirée sur le fait qu'au cours de ces dernières années, la France achetait en Russie d'assez grandes quantités de produits et marchandises, tandis que ses exportations vers ce pays étaient presque nulles. En 1930, la France avait importé pour 880 millions de francs de produits russes et exporté en Russie pour 59 millions de marchandises françaises. En 1933, les chiffres étaient de 490 millions et de 45 millions.

Le nouveau traité promet à la France des achats russes d'au moins 250 millions de francs, dont le paiement doit être fait dans le cours d'une période de vingt-deux mois au maximum. L'exécution de cette clause est assurée du fait que ces paiements sont liés aux paiements que les Français ont à faire du chef de leurs achats en Russie. Les paiements russes seront réglés au moyen d'effets à échéance maximum de vingt-deux mois, tirés par les vendeurs français et acceptés par les représentants commerciaux du gouvernement des Soviets à Paris. Les effets seront domiciliés à une grande société concessionnaire des exportations russes de pétrole, et leur échéance correspondra à celle des paiements dus par la société aux Soviets en sorte que si Moscou est incapable de payer, la compagnie en question sera en état de suspendre ses paiements à la Russie pour un montant égal aux sommes dues aux importateurs français.

Ajoutons qu'un protocole annexé à l'accord prévoit le transport sous pavillon français de la moitié des tonnages de charbon attribués à l'U. R. S. S.

Les négociations avec l'Espagne ont abouti récemment à un accord, dont on se montre satisfait de part et d'autre. La France rétablit au profit de l'Espagne les contingents dont elle disposait antérieurement et les augmente même pour certains fruits et légumes, pour les poissons, le vin et les chaussures. L'Espagne accorde à la France quelques contingents, des réductions de tarif et, au point de vue navigation, la promesse de l'égalité de traitement pour le transport des émigrés vers l'Afrique du Nord et la suppression des taxes de tonnage qui frappent les navires de haute mer en provenance des ports français de l'Atlantique. On croit aussi que l'Espagne a promis certains avantages politiques et notamment sa collaboration en Afrique.

En faveur de la Tchécoslovaquie, la France a renoncé provisoirement à l'institution d'une surtaxe de 10 p. c. sur les produits tchécoslovaques, ainsi qu'à la réduction des contingents des mêmes produits. Mais cet accord n'est valable que jusqu'au 31 mars; il sera dénoncé ou prorogé selon les effets de la dévaluation monétaire tchécoslovaque sur les échanges commerciaux.

Avec les Pays-Bas, des conversations ont été ouvertes le 7 janvier, mais elles n'ont pas encore abouti. Le gouvernement néerlandais a, du reste, pris d'immédiates représailles contre les nouvelles mesures françaises en vue surtout, semble-t-il, de se constituer des moyens d'échange et obtenir par leur suppression le rétablissement à 100 p. c. de ses contingents.

Restent comme fournisseurs ou clients importants de la France, l'Italie, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Belgique et le Brésil. Avec chacun de ces pays, les conversations sont en cours. C'est avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne que les négociations paraissent devoir être les plus difficiles.

Le déficit de la balance commerciale de la France avec l'Allemagne est important : environ 2 milliards de francs en 1932 et 1 1/2 milliard en 1933. Aussi les Français ont-ils cherché le moyen de le réduire en diminuant les exportations allemandes en France. Le nouveau régime des contingents leur en fournissait l'occasion. Les Allemands, toutefois, ont refusé de reconnaître la légitimité de cette mesure et ont répliqué. Les ministères allemands de l'Economie nationale et de l'Alimentation ont promulgué, le 13 janvier, plusieurs ordonnances d'exception aux termes desquelles et en prenant comme base de comparaison les importations françaises de l'année dernière, les contingents d'importations françaises en Allemagne se trouvaient réduits pour une contre-valeur de 160 millions de francs.

Une intervention de l'Ambassade de France à Berlin en vue de faire lever ces ordonnances n'a eu aucun succès et l'Allemagne les a appliquées immédiatement. De son côté, la France a mis en vigueur les dispositions restreignant à 25 p. c. le niveau des contingents allemands antérieurs. Ainsi, une véritable guerre douanière a éclaté entre les deux pays. De plus, la France a dénoncé l'accord commercial franco-allemand de 1927, ce qui implique l'application du tarif général aux produits allemands trois mois après la dénonciation. Si nettes que soient les positions prises de part et d'autre, il ne semble pas impossible cependant qu'un accord intervienne avant la fin avril. L'Allemagne y a intérêt, parce qu'elle vend plus à la France qu'elle ne lui achète. La France, de son côté, ne peut espérer transférer sur d'autres marchés une grande partie des produits qu'elle expédiait en Allemagne. Au lieu d'opposer des systèmes qui entravent les courants commerciaux, les deux gouvernements devront vraisemblablement entrer dans la voie de régimes plus libéraux et trouver des solutions de conciliation devenues nécessaires.

Les rapports avec la Grande-Bretagne ne sont pas moins tendus. Le gouvernement britannique ayant frappé les marchandises françaises d'une surtaxe de 20 p. c., la France a dénoncé le traité d'amitié et de navigation de 1826 et le traité de commerce de 1882, qui régissaient les échanges commerciaux entre les deux pays. Le premier de ces textes assurait aux navires anglais un traitement d'équilibre à l'égard des navires français dans le commerce entre la France et ses possessions d'outre-mer. Le second accordait à l'Angleterre la clause de la nation la plus favorisée — sauf en matière tarifaire — à charge de réciprocité.

La baisse de la livre, créant au profit de la production anglaise des avantages temporaires mais sérieux, a renversé la balance commerciale, qui était favorable à la France précédemment. De plus, l'orientation vers

le protectionnisme de la politique commerciale britannique et l'établissement d'un régime préférentiel entre l'Angleterre et ses dominions en exécution de l'accord d'Ottawa ont aussi pesé sur les courants commerciaux franco-britanniques.

Pour se défendre, la France avait pris la mesure dont nous avons déjà parlé, c'est-à-dire l'établissement d'une surtaxe de change de 15 p. c. sur toutes les marchandises, sauf le charbon. Mais elle l'avait rapportée au début de janvier dernier. Toutefois, au 30 décembre 1933, l'Angleterre fut comprise parmi les pays soumis aux nouveaux contingents, ce qui semble avoir irrité assez vivement les milieux gouvernementaux. Le *Board of Trade*, à titre de représaille, décida d'appliquer, dès le 12 février, une surtaxe de 20 p. c. *ad valorem* sur un certain nombre de produits français. Aussi se trouve-t-on ici devant une situation qu'il ne sera pas très facile de dénouer. M. Serruys, spécialiste des questions de politique douanière, estime cependant qu'il existe des possibilités d'un prompt règlement si, du moins, la volonté de les exploiter existe également de part et d'autre. Elles impliquent, selon lui : 1° que le gouvernement français comprenne que si les obstacles opposés par l'étranger ont redoutablement restreint les exportations françaises, le régime des prix français, soutenu par le protection-

nisme, a également contribué à l'effondrement de la balance commerciale et que la déflation des prix s'impose; 2° que le gouvernement britannique se rende compte que les courants commerciaux ne peuvent se diriger en sens unique et que si le marchandage est parfois odieux, l'absence de réciprocité est proprement intolérable; 3° que les deux gouvernements, au lieu de s'opposer des systèmes que n'autorisent ni la mobilité des conditions du commerce mondial, ni l'incertitude de leur évolution respective en matière de politique commerciale, cherchent des solutions de conciliation et de fait, fondées, s'il le faut, sur leurs pratiques monétaires, mais réservant des régimes plus libéraux et de plus larges ententes pour l'avenir.

On voit par cet aperçu, sans qu'il soit besoin de mentionner les négociations secondaires, à la fois l'étendue des remaniements provoqués par le changement de l'orientation commerciale française, la complexité d'une réadaptation et l'importance qu'elle présente pour l'économie du pays. Une nation comme la France, malgré l'équilibre de sa structure économique, ne peut vivre en Etat isolé. Il y a certains produits, certaines matières premières qui doivent être importés. C'est donc dans la voie d'un élargissement et non d'un rétrécissement des échanges avec l'extérieur qu'il faut s'acheminer.

CHRONIQUE

La réorganisation de l'industrie sidérurgique anglaise. — Des efforts considérables sont faits en ce moment, en Grande-Bretagne, en vue de réorganiser l'industrie sidérurgique.

La nécessité d'une réorganisation profonde de la sidérurgie anglaise n'est mise en doute par personne; la vétusté de l'outillage, l'émiettement des entreprises, les défauts d'organisation des usines ont été mis en lumière depuis longtemps. Mais le désaccord règne quand il s'agit de déterminer des remèdes et il ne manque jamais d'hommes de métier qui refusent de considérer un cartel national comme la solution apte à résoudre la difficulté. Cependant, le gouvernement poussé en ce sens et il use à cet effet de l'arme qu'il s'est donnée il y a deux ans : les droits temporaires de 33 p. c. destinés à soutenir la sidérurgie pendant sa réorganisation; le comité consultatif des droits d'importation a déjà laissé entendre que la réorganisation ne s'effectuait pas assez vite et que si les choses en restaient là, il ne pourrait pas recommander la continuation des droits protecteurs aux taux actuels. Cette menace est évidemment grave, mais son importance même ne permet-elle pas de douter des intentions du gouvernement de la mettre à exécution ?

Le dernier état du plan de réorganisation se présente comme suit. L'organisme central serait la « National Federation of Iron and Steel Manufacturers », complètement transformée pour devenir un organisme de coordination à pouvoirs étendus; en dessous de la Fédération devraient se trouver un petit nombre d'associations régionales, soit environ une douzaine; celles-ci devraient remplacer une cinquantaine d'associations régionales qui existent actuellement.

Les interventions proposées dans le domaine de la politique commerciale sont caractérisées par ce passage d'une étude de l'*Economist* : « On propose que le contrôle soit exercé d'abord par l'intermédiaire des associations commerciales autonomes, suffisamment restreintes pour pouvoir exercer un contrôle effectif sur les approvisionnements; il y a des dispositions prévoyant la levée des sommes destinées au rachat d'usines en excédent et à augmenter d'autre manière l'efficacité de la production. Les méthodes envisagées dans ce but sont entre autres : un

système de rabais donnant un avantage marqué à toutes les entreprises affiliées par rapport aux outsiders, dans l'achat de produits de fonte et d'acier demi-finis, et à tous les acheteurs des produits des associations affiliées; des pouvoirs statutaires pour imposer des contributions obligatoires, et des accords internationaux réglant l'offre et les disponibilités des produits à l'intérieur et à l'extérieur, particulièrement de tous produits demi-finis qu'il peut être désirable d'importer. De plus, il est prévu que les associations affiliées devraient non seulement fixer les prix, mais encore distribuer les commandes selon des quotes-parts; ces dernières doivent toutefois être conçues de manière à ne pas stéréotyper la situation dans l'industrie. »

Ainsi conçu, le plan est déjà plus souple et moins centralisateur que le plan primitif. On conçoit cependant que bien des intéressés y voient une machine un peu lourde. Même ses partisans admettent d'ailleurs qu'il n'y a là qu'un cadre à l'intérieur duquel il s'agira de rationaliser et de réorganiser l'industrie. La question est donc de savoir si l'on pourra de cette manière diminuer la capacité de production et la concentrer dans un nombre plus restreint d'usines bien équipées. Ces dernières ne seront-elles pas obérées par des charges financières trop lourdes, trouvant leur origine dans les compensations à accorder aux plus faibles? Voilà de très graves questions qui montrent qu'il s'agit de faire beaucoup plus que d'organiser commercialement l'industrie sidérurgique. Pour réussir dans cette tâche, il faudrait à un organisme central, représentant toutes les entreprises, des pouvoirs quasi dictatoriaux lui permettant de sacrifier certains intérêts à d'autres. Les obtiendra-t-il? Les protagonistes du plan prétendent que oui, tandis que d'autres voix autorisées affirment que la réorganisation ne se fera pas sans un contrôle du gouvernement.

L'un des obstacles majeurs se trouve dans la prospérité relative que les nouveaux droits ont donnée à l'industrie : pourquoi s'imposer des sacrifices, quand on vit et vend confortablement à l'abri de 33 p. c. de droits? Il est à craindre qu'en établissant ces droits, le gouvernement ne se soit privé de son argument le plus décisif en vue d'une modernisation de l'industrie.

BOURSE DE BRUXELLES

MARCHE DES CHANGES.

L'adaptation du cours du dollar au niveau de sa nouvelle parité monétaire a ramené le calme sur tous les marchés. Les transferts d'or du Continent vers New-York sont en décroissance marquée; simultanément, le mouvement des transactions s'est sensiblement ralenti sur la plupart des places. Depuis plus de dix jours, le change américain évolue aux environs de 4,295. La livre sterling a eu un marché presque aussi paisible. Confinée entre 21,76 et 21,85, elle a été maintes fois pendant une journée entière traitée pratiquement à un seul cours. Le franc français s'est tenu durant les premiers jours de la quinzaine autour de 23,22, puis s'est rapproché de 23,25; les échanges ont été généralement larges et faciles. Le florin a progressé, par étapes, de 288,39 à 288,81. Le change suisse, réalisant une avance à peu près égale, s'est relevé de 138,44 à 138,62.

La reprise du reichsmark, qui s'esquissait à la fin de la quinzaine passée, s'est affirmée au cours de celle-ci. Quittant le cours de 169,60, auquel il se trouvait le 26 février, il a franchi peu de jours après le palier de 170 et s'est finalement fixé vers 170,15. La lire italienne, un moment refoulée jusqu'à 36,35, a repris le dessus, mais sans parvenir à regagner intégralement le terrain perdu. Elle termine la quinzaine autour de 36,80. Le zloty, s'est tenu sans effort entre 80,80 et 80,90. La couronne tchécoslovaque a été généralement cotée un peu au delà de sa nouvelle parité monétaire (17,757). Le change sur Madrid s'est raffermi de 58,07 1/2 à 58,46. Les couronnes scandinaves ont subi un recul presque parallèle: le Stockholm a fléchi de 112,525 à 113,30, l'Oslo de 110,225 à 109,60 et le Copenhague de 98,10 à 97,40. Le dollar canadien, qui valait il y a quinze jours 4,25, a rejoint à peu de chose près le cours actuel du dollar américain, à savoir 4,29.

Le marché du terme a reflété la tendance de celui du comptant. L'atténuation du déport du franc français s'est poursuivie. La perte est aujourd'hui de 20 centièmes de belga, contre 34 centièmes il y a deux semaines. Pour une même période, la livre sterling a valu environ 8 centièmes de belga de plus qu'au comptant; le dollar, 1 centième, en chiffre rond.

L'escompte est toujours recherché hors banque à 2 1/16 p. c. D'autre part, l'argent a été facilement obtainable au jour le jour à moins de 1 p. c.

Le 9 mars 1934.

MARCHE DES TITRES

Comptant.

L'activité du comptant s'est concentrée la quinzaine écoulée sur le marché de nos rentes qui toutes enregistrent une nouvelle étape de hausse.

Le marché des valeurs à revenu variable, par contre, est lourd et sans affaires.

Ci-dessous le tableau comparatif des cours pratiqués les 5 mars et 16 février.

Aux rentes : 3 p. c. Dette Belge 1^{re} série, 72,50-71; 3 p. c. Dette Belge 2^e série, 72-70; 5 p. c. Restaura-

tion Nationale, 91-89,50; 5 p. c. Intérieur à prime, 97,25-98,50; 6 p. c. Consolidé 1921, 98-97; 5 p. c. Emprunt Belge à lots 1932, 520-513,50; 5 p. c. Emprunt Belge à lots 1933, 1008-1003; 8 p. c. Association Nationale des Industriels et Commerçants, 97,75-97; 4 p. c. Dommages de Guerre 1921, 197,50-193,50; 5 p. c. Dommages de Guerre 1922, 240-237,50; 5 p. c. Dommages de Guerre 1923, 499,50-497,50.

Aux assurances et banques : Assurances Générales sur la Vie, 6300-6400; Banque du Congo Belge, 1000-995; Banque d'Anvers (coupon n° 151 de fr. 75,80 détaché), 1920-2045; Banque Belge pour l'Étranger, 502,50-520; Banque Nationale de Belgique (coupon n° 117 de 40 francs détaché), 2005-2055; Société Nationale de Crédit à l'Industrie, 710-707,50; part sociale Société Belge de Banque, 1175-1190; part de réserve Société Générale de Belgique (coupon n° 30 de fr. 106,12 détaché), 3850-4000.

Aux entreprises immobilières, hypothécaires et hôtelières : part de fondateur Crédit Foncier d'Extrême-Orient, 12025-12500; action de dividende Hypothécaire Belge-Américaine, 3500-3690; Immobilière Bruxelloise, 4050-4200.

Aux chemins de fer et canaux : Société Nationale des Chemins de fer Belges, 469-465; action de capital Compagnie du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, 305-320; action privilégiée 6 p. c. Katanga, 652,50-652,50; action de dividende Braine-le-Comte à Gand, 5240-5250; action de dividende Bruxelles à Lille et Calais, 960-957,50; part de fondateur Congo, 1815-1925; 10^e action de jouissance Tournai-Jurbise, 2650-2610; action de jouissance Welkenraedt, 13850-14050.

Aux tramways, chemins de fer économiques et vicinaux : action de dividende Bruxellois se répète à 6550; 20^e part de fondateur Buenos-Ayres, 133-141; action de dividende Pays de Charleroi, 970-990; 100^e part de fondateur Rosario, 44-63.

Aux tramways et électricité (trusts) : part sociale Bangkok, 477,50-490; 1/5^e action de capital Centrale Industrielle Electrique, 1085-1110; action de dividende Electrafina, 550-550; action de capital Electrobél, 2225-2260; part de fondateur Electroraïl, 4300-4425; action privilégiée Sidro, 395-422,50; action de capital Traction et Electricité, 1910-2020; action ordinaire Sofina, 7200-7500.

Aux entreprises de gaz et d'électricité : actions de jouissance Compagnie Electrique Anversoise, 4080-4100; 10^e part de fondateur Electricité du Borinage, 3190-3160; part de fondateur Bruxelloise d'Electricité, 10350-10775; part de fondateur Electricité de la Dendre, 3490-3550; 10^e part de fondateur Electricité de l'Est de la Belgique, 6550-6675; 10^e part de fondateur Electricité du Nord de la Belgique, 8375-8325; 10^e part de fondateur Electricité de l'Ouest de la Belgique, 3525-3525; part de fondateur Electricité du Pays de Liège, 4550-4575; part de fondateur Gaz et Electricité du Hainaut, 10575-10650.

Aux industries métallurgiques : Armes de Guerre, 197-205; Baume et Marpent, 4625-4650; 10^e part de fondateur idem, 2835-2860; Forges de Clabecq, 18000-17950; Cockerill, 570-625; Hoboken, 1435-1450; Ougrée-Marihaye, 680-785; Forges de la Providence, 7400-7325; action ordinaire Sambre et Moselle, 1070-1140.

Aux charbonnages : Bonnier, 4410-4350; part sociale Centre de Jumet, 2975-3110; Gouffre, 10000-10350; Maurage, 5450-5400; Sacré-Madame, 1960-2045; part sociale Wérister, 2825-2970.

Aux zincs, plombs et mines : part sociale Overpelt-Lommel, 340-357,50; part sociale Prayon, 805-840; 10^e action Vieille-Montagne, 1860-1990.

Aux glaceries : Auvelais, 13550-13575; Moustier-sur-Sambre, 13475-13850; part sociale Saint-Roch, 15270-15675.

Aux industries de la construction : action ordinaire Cannon Brand, 480-530; Carrières de Porphyre de Quenast, 810-865; Carrières Unies de Porphyre, 3200-3250; action ordinaire Ciments de Visé, 1335-1335.

Aux industries textiles et soieries : part de fondateur Filature de Dolhain, 1620-1560; action de dividende Etablissements Américains Gratry, 1500-1500; Linière La Lys, 5525-5650; action ordinaire Soie Viscose, 635-622,50; Tresses et Lacets Torley, 810-830.

Aux produits chimiques : part de fondateur Industries Chimiques, 957,50-990; Laeken, 1140-1065; action de capital Laeken, 1140-1065; action privilégiée Wilsele, 960-975.

Aux valeurs coloniales : part de fondateur Auxiliaire Chemins de fer Grands Lacs, 2760-2810; action de capital Brasseries de Léopoldville, 310-327,50; action de capital Ciments du Katanga, 795-820; action de capital Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, 1405-1475; action privilégiée Katanga, 20250-20600; action ordinaire idem, 19675-19625; 100^e part de fondateur Minière des Grands Lacs,

1090-1110; Sogefor, 525-532,50; action privilégiée Union Minière du Haut-Katanga, 3085-3200.

Aux alimentations : Glacières de Bruxelles, 1675-1640; action de capital Minoteries et Elévateurs à grains, 810-865; Moulins La Royale, 3050-3150; action de dividende Moulins Rypens, 2145-2140; action de jouissance Moulins des Trois-Fontaines, 6775-6750.

Aux brasseries : Haecht, 1545-1550; Ixelles, 4075-4125; Koekelberg, 2545-2540.

Aux industries diverses : 9^e action ordinaire Anciens Etablissements De Naeyer, 1410-1410; Englebert O. Fils et Cie, 1750-1900; part de fondateur Grands Magasins de l'Innovation, 2750-2925; part de fondateur Etablissements Saint-Sauveur, 1010-1005.

Aux actions étrangères : Crédit Foncier de Santa-Fé, 467,50-500; action de capital de Cairo-Héliopolis, 1330-1320; action de dividende idem, 1800-1815; Sévillane d'Electricité, 1150-1200; part de fondateur Chemins de fer économiques du Nord, 1500-1595; part bénéficiaire Electricité et Gaz du Nord, 13300-13850; part bénéficiaire Electricité de Paris, 20400-20500; Société Franco-Belge de Matériel de Chemin de fer, 2250-2320; action de jouissance Métropolitain de Paris, 1340-1375; part bénéficiaire Parisienne, 2785-2825; part de fondateur Exploitations Indes Orientales, 3900-4100; action de capital Huileries de Deli, 2600-2850; part de fondateur idem, 1825-2060; part de fondateur Palmeraies de Mopoli, 5475-5825; action ordinaire Royal Dutch, 25300-26000; part sociale Arbed, 3375-3410.

Terme.

Banque de Paris et des Pays-Bas, 1960-2100; Barcelona Traction, 371,25-393,75; Brazilian Traction, 251,25-298,75; Héliopolis, 1340-1310; Kilo-Moto, 173-178,50; Métropolitain de Paris, 1700-1795; Nitrate Railways, 397,50-427,50; Sécurities, 181-200; Sidro, 400-423,75; Transports, Electricité et Gaz, 592,50-610; action privilégiée Union Minière du Haut-Katanga, 3050-3225.

STATISTIQUES

MARCHE DE L'ARGENT A BRUXELLES.

I. — Taux officiels et taux « hors banque » (escompte et prêts).

| DATES | Taux officiels (B. N. de B.) | | | Taux « hors banque » | | Taux du « call money » | | Taux des reports (2) | |
|-----------------------------------|--|--|--|----------------------|------------------|------------------------|--------|-------------------------|---------------------|
| | escompte d'acceptat. et de traites domiciliées | escompte de traites non domic. et de promesses | prêts et avances sur fonds publics nationaux | papier commercial | papier financier | en compensation | marché | sur valeurs au comptant | sur valeurs à terme |
| <i>a) la dernière quinzaine :</i> | | | | | | | | | |
| 21 février 1934..... | 3,50 | 4,— | 4,— | 2,0625 | 2,875 | 0,75 | 0,75 | 6,50 | 6,— |
| 23 — | 3,50 | 4,— | 4,— | 2,0625 | 2,875 | 0,75 | 0,75 | 6,50 | 6,— |
| 24 — | 3,50 | 4,— | 4,— | 2,0625 | 2,875 | 0,75 | 0,75 | 6,50 | 6,— |
| 26 — | 3,50 | 4,— | 4,— | 2,0625 | 2,625 | 0,75 | 1,— | 6,50 | 6,— |
| 27 — | 3,50 | 4,— | 4,— | 2,0625 | 2,625 | 0,75 | 1,— | 6,50 | 6,— |
| 28 — | 3,50 | 4,— | 4,— | 2,0625 | 2,625 | 0,75 | 0,75 | 6,50 | 6,— |
| 1 ^{er} mars 1934 | 3,50 | 4,— | 4,— | 2,0625 | 2,625 | 0,75 | 0,75 | 6,50 | 6,— |
| 2 — | 3,50 | 4,— | 4,— | 2,0625 | 2,625 | 0,75 | 0,75 | 6,50 | 6,— |
| 3 — | 3,50 | 4,— | 4,— | 2,125 | 2,625 | 0,75 | 0,75 | 6,50 | 6,— |
| 5 — | 3,50 | 4,— | 4,— | 2,09375 | 2,625 | 0,75 | 0,75 | 6,50 | 6,— |
| <i>b) les derniers mois (1) :</i> | | | | | | | | | |
| 1932 | 3,46 | 3,96 | 4,46 | 3,12 | 3,6565 | 1,202 | 1,2741 | 6,35 | 5,86 |
| 1933 | 3,50 | 4,— | 4,34 | 2,4148 | 3,0832 | 0,886 | 0,8829 | 6,50 | 6,— |
| 1932 Décembre | 3,50 | 4,— | 4,50 | 2,942 | 3,279 | 1,158 | 1,202 | 6,50 | 6,— |
| 1933 Janvier | 3,50 | 4,— | 4,50 | 2,885 | 3,25 | 1,065 | 1,070 | 6,50 | 6,— |
| Février | 3,50 | 4,— | 4,50 | 2,781 | 3,297 | 0,917 | 0,984 | 6,50 | 6,— |
| Mars | 3,50 | 4,— | 4,50 | 2,618 | 3,153 | 0,963 | 0,972 | 6,50 | 6,— |
| Avril | 3,50 | 4,— | 4,50 | 2,497 | 3,125 | 0,966 | 0,994 | 6,50 | 6,— |
| Mai | 3,50 | 4,— | 4,50 | 2,413 | 3,101 | 0,822 | 0,856 | 6,50 | 6,— |
| Juin | 3,50 | 4,— | 4,50 | 2,3125 | 3,104 | 0,797 | 0,797 | 6,50 | 6,— |
| Juillet | 3,50 | 4,— | 4,50 | 2,3125 | 3,125 | 0,817 | 0,792 | 6,50 | 6,— |
| Août | 3,50 | 4,— | 4,50 | 2,3125 | 3,125 | 0,750 | 0,750 | 6,50 | 6,— |
| Septembre | 3,50 | 4,— | 4,— | 2,2668 | 3,069 | 0,966 | 0,966 | 6,50 | 6,— |
| Octobre | 3,50 | 4,— | 4,— | 2,207 | 2,875 | 0,899 | 0,952 | 6,50 | 6,— |
| Novembre | 3,50 | 4,— | 4,— | 2,122 | 2,875 | 0,760 | 0,724 | 6,50 | 6,— |
| Décembre | 3,50 | 4,— | 4,— | 2,250 | 2,900 | 0,800 | 0,810 | 6,50 | 6,— |
| 1934 Janvier | 3,50 | 4,— | 4,— | 2,141 | 2,966 | 0,827 | 0,837 | 6,50 | 6,— |
| Février | 3,50 | 4,— | 4,— | 2,046 | 2,842 | 0,772 | 0,793 | 6,50 | 6,— |

(1) Les chiffres annuels sont des moyennes; les chiffres mensuels sont les taux en vigueur à la fin de chaque mois, ou des moyennes mensuelles en ce qui concerne les taux « hors banque » et les taux du « call money ».

(2) Taux de la Caisse Générale de Reports et de Dépôts.

II. — Taux des dépôts en banque au 5 mars 1934.

| BANQUES | Compte à vue | Compte de quinzaine ou à 15 jours de préavis | Compte de dépôts à : | | | | | Caisse Gén. d'Epargne et de Retraite | |
|------------------------------------|--------------|--|----------------------|--------|--------|------|---------------|--------------------------------------|-----------------------|
| | | | 1 mois | 3 mois | 6 mois | 1 an | 2 ans et plus | jusque 20.000 francs | au delà de 20.000 fr. |
| Société Générale | 1,— | 2,20 | 2,40 | 2,50 | 2,75 | — | — | — | — |
| Banque de Bruxelles..... | 1,— | 2,20 | 2,40 | 2,50 | 2,75 | — | — | — | — |
| Caisse de Reports | 1,— | 2,25 | — | 2,50 | 2,75 | — | — | — | — |
| Algemeene Bankvereeniging | 1,— | 2,20 | 2,40 | 2,50 | 2,75 | — | — | — | — |
| Société Belge de Banque | 1,— | 2,20 | 2,40 | 2,50 | 2,75 | — | — | — | — |
| Société Nation. de Crédit à l'Ind. | — | — | — | 3,— | 3,25 | 3,75 | 4,— | — | — |
| Caisse Gén. d'Epargne et de Retr. | — | — | — | — | — | — | — | 2,— | 2,— |

MARCHE DES CHANGES A BRUXELLES

I. — Cours quotidiens.

| DATES | LONDRES | PARIS | NEW-YORK (câble) | AMSTERDAM | GENÈVE | MADRID | ITALIE | STOCKHOLM | OSLO | COPENHAGUE | PRAGUE | MONTRÉAL | BRUXELLES | VARSOVIE |
|---------------------------|-----------------|----------------------|-------------------------|----------------------|---------------------|--------------------|------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|-----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
| | 1 £ = 36 belgas | 100 fr. = 28,1773 b. | 1 \$ = 4,2472 b. (1) | 100 fl. = 284,086 b. | 100 fr. = 138,77 b. | 100 P. = 138,77 b. | 100 livres = 37,862 b. | 100 cr. = 192,736 b. | 100 cr. = 192,736 b. | 100 cr. = 192,736 b. | 100 Kc. = 17,7572 b. (2) | 1 \$ = 7,10193 b. | 100 M. = 171,821 b. | 100 z. = 80,68 b. |
| 21 février 1934 | 21,94125 | 28,22125 | 4,32125 | 288,35 | 138,41 | 58,075 | 37,42 | 113,30 | 110,225 | 98,10 | 17,95 | 4,25 | 160,89 | 80,85 |
| 26 — | 21,855 | 28,22 | 4,305 | 288,39 | 138,44 | 58,025 | 36,35 | 112,75 | 109,85 | 97,65 | 17,775 | 4,25 | 160,82 | 80,675 |
| 27 — | 21,825 | 28,21125 | 4,29 | 288,30 | 138,40 | 58,10 | 36,91 | 112,575 | 109,75 | 97,525 | 17,85 | 4,23 | 160,60 | 80,675 |
| 28 — | 21,765 | 28,22 | 4,29625 | 288,35 | 138,54 | 58,30 | 37,325 | 112,20 | 109,20 | 97,15 | 17,825 | 4,26 | 160,73 | 80,60 |
| 1 ^{er} mars 1934 | 21,76 | 28,2275 | 4,295 | 288,45 | 138,60 | 58,23 | 36,92 | 112,20 | 109,25 | 97,25 | 17,84 | 4,25 | 160,90 | 80,60 |
| 2 — | 21,85 | 28,2525 | 4,29875 | 288,62 | 138,63 | 58,425 | 36,86 | 112,60 | 109,725 | 97,65 | 17,80 | 4,26 | 170,07 | 80,775 |
| 5 — | 21,7775 | 28,24625 | 4,295 | 288,65 | 138,68 | 58,40 | 36,81 | 112,25 | 109,35 | 97,30 | 17,80 | 4,27 | 170,07 | 80,80 |

(1) Cette parité résulte de la dévaluation du dollar par décret du 31 janvier 1934.

(2) La nouvelle parité résulte de la dévaluation de la Kc., au 17 février 1934.

N. B. — En raison des dispositions prises en matière de devises en Autriche, en Hongrie et en Lettonie, la cotation des changes sur ces pays est suspendue à la Bourse de Bruxelles.

II. — Moyennes annuelles et mensuelles.

| | Londres | Paris | New-York (câble) | Amsterdam | Genève | Madrid | Milan | Stockholm | Berlin |
|---------------------|---------|--------|------------------|-----------|--------|--------|--------|-----------|--------|
| 1932 | 25,174 | 28,222 | 7,1857 | 289,62 | 139,44 | 57,890 | 36,822 | 132,87 | 170,75 |
| 1933 | 23,796 | 28,129 | 5,7915 | 288,88 | 138,69 | 59,931 | 37,379 | 124,17 | 170,13 |
| 1932 Décembre | 23,680 | 28,180 | 7,2197 | 290,06 | 138,86 | 58,893 | 36,873 | 129,42 | 171,83 |
| 1933 Janvier | 24,241 | 28,145 | 7,2104 | 289,76 | 139,01 | 59,014 | 36,903 | 132,01 | 171,42 |
| Février | 24,513 | 28,067 | 7,1553 | 288,23 | 138,62 | 59,031 | 36,603 | 130,78 | 170,53 |
| Mars | 24,625 | 28,156 | 7,1499 | 288,43 | 138,45 | 60,348 | 36,626 | 130,42 | 170,30 |
| Avril | 24,602 | 28,206 | 6,8776 | 288,83 | 138,41 | 60,999 | 36,862 | 129,26 | 167,29 |
| Mai | 24,168 | 28,246 | 6,1403 | 288,70 | 138,57 | 61,372 | 37,397 | 124,37 | 167,46 |
| Juin | 24,262 | 28,176 | 5,8545 | 287,59 | 138,22 | 60,797 | 37,480 | 124,85 | 168,60 |
| Juillet | 23,912 | 28,071 | 5,1404 | 288,81 | 138,54 | 59,935 | 37,926 | 123,52 | 170,60 |
| Août | 23,535 | 28,061 | 5,2310 | 289,10 | 138,48 | 59,886 | 37,712 | 121,50 | 170,74 |
| Septembre | 22,560 | 28,073 | 4,8393 | 289,18 | 138,75 | 59,930 | 37,743 | 116,43 | 171,03 |
| Octobre | 22,449 | 28,083 | 4,8144 | 289,36 | 139,00 | 60,010 | 37,738 | 116,07 | 170,90 |
| Novembre | 23,136 | 28,086 | 4,4831 | 289,26 | 138,99 | 58,943 | 37,773 | 119,37 | 171,14 |
| Décembre | 23,546 | 28,180 | 4,5976 | 289,29 | 139,24 | 58,905 | 37,811 | 121,49 | 171,60 |
| 1934 Janvier | 22,910 | 28,193 | 4,5278 | 288,78 | 139,11 | 58,850 | 37,726 | 118,16 | 170,39 |
| Février | 21,952 | 28,230 | 4,3650 | 288,49 | 138,68 | 58,152 | 37,516 | 113,23 | 169,43 |

III. — Change à terme. (Report « R » ou déport « D » exprimés en belgas).

| DATES | POUR 1 £ | | POUR 100 FR. FR. | | POUR 1 \$ | | POUR 100 FLORINS | |
|---------------------------------|----------|---------|------------------|---------|-----------|----------------------|------------------|---------|
| | acheteur | vendeur | acheteur | vendeur | acheteur | vendeur | acheteur | vendeur |
| à 1 mois : | | | | | | | | |
| 21 février 1934 | R 0,025 | R 0,030 | D 0,130 | D 0,120 | R 0,003 | R 0,004 | D 0,25 | D 0,15 |
| 23 — | R 0,025 | R 0,030 | — | D 0,140 | — | R 0,003 | D 0,15 | — |
| 24 — | R 0,025 | R 0,030 | — | D 0,150 | R 0,002 | — | D 0,15 | — |
| 26 — | R 0,025 | R 0,030 | D 0,130 | D 0,120 | R 0,002 | R 0,004 | D 0,10 | — |
| 27 — | R 0,030 | R 0,040 | D 0,100 | D 0,090 | R 0,002 | R 0,004 | D 0,15 | D 0,10 |
| 28 — | R 0,035 | R 0,040 | D 0,060 | D 0,050 | R 0,003 | R 0,005 | D 0,10 | — |
| 1 ^{er} mars 1934 | R 0,025 | R 0,030 | D 0,065 | D 0,050 | R 0,005 | R 0,008 | pair | — |
| 2 — | R 0,020 | R 0,024 | D 0,090 | D 0,080 | R 0,004 | R 0,006 | D 0,10 | — |
| 3 — | — | R 0,018 | D 0,080 | — | — | R 0,005 | D 0,10 | — |
| 5 — | R 0,018 | R 0,022 | D 0,080 | D 0,070 | R 0,004 | R 0,005 | D 0,10 | D 0,05 |
| à 3 mois : | | | | | | | | |
| 21 février 1934 | R 0,073 | R 0,080 | D 0,370 | D 0,340 | R 0,004 | R ^v 0,008 | D 0,50 | D 0,30 |
| 23 — | R 0,070 | R 0,075 | — | D 0,360 | R 0,006 | R ^v 0,010 | — | D 0,30 |
| 24 — | R 0,065 | R 0,070 | — | D 0,360 | R 0,006 | R ^v 0,007 | D 0,40 | — |
| 26 — | R 0,060 | R 0,070 | D 0,325 | D 0,310 | R 0,006 | R ^v 0,008 | D 0,40 | D 0,30 |
| 27 — | R 0,070 | R 0,080 | D 0,260 | D 0,240 | R 0,005 | R ^v 0,007 | D 0,45 | D 0,35 |
| 28 — | R 0,085 | R 0,090 | D 0,170 | D 0,160 | R 0,007 | R ^v 0,009 | D 0,40 | D 0,20 |
| 1 ^{er} mars 1934 | R 0,085 | R 0,090 | D 0,160 | D 0,140 | R 0,006 | R ^v 0,010 | D 0,40 | D 0,20 |
| 2 — | R 0,085 | R 0,095 | D 0,220 | D 0,200 | R 0,007 | R ^v 0,009 | D 0,20 | D 0,15 |
| 3 — | R 0,080 | R 0,085 | D 0,210 | D 0,190 | — | R 0,012 | D 0,10 | — |
| 5 — | R 0,080 | R 0,085 | D 0,215 | D 0,205 | R 0,010 | R ^v 0,012 | D 0,25 | D 0,15 |

INDICE MENSUEL DE LA BOURSE DE BRUXELLES (30 titres à revenu fixe, 120 titres à revenu variable).

| | TITRES A REVENU FIXE | | | | | TITRES A REVENU VARIABLE (*) | | | | | | | | | | | | |
|---------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-----------------------------|---------------------------|------------------------------|--|-------------------------------------|--------------------------------|--------------------|-------------|--------------|-------------------|------------------------|----------------------|------------|--------|-------------------------------|
| | Dette belge directe et indirecte | Emprunts provinces et commun. | Obligations 4 % impôt 16.50 % | Obligations 6 % net d'impôt | Tous titres à revenu fixe | Banques | Entrepr. immobil. hypothéc. et hôteliers | Tranw. ch. de fer écon. et vicinaux | Tramw. et électricité (Truste) | Gaz et électricité | Métallurgie | Charbonnages | Zinc, plomb mines | Glaucerie et verreries | Textiles et soieries | Coloniales | Divers | Tous titres à revenu variable |
| Indice par rapp. au mois préc. | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1934 1 ^{er} février | 104 | 104 | 100 | 103 | 103 | 102 | 97 | 112 | 102 | 105 | 94 | 94 | 106 | 99 | 104 | 102 | 106 | 102 |
| 1 ^{er} mars | 101 | 100 | 101 | 99 | 100 | 99 | 95 | 95 | 97 | 99 | 99 | 97 | 93 | 99 | 94 | 95 | 96 | 97 |
| Indice par rapp. au 1-1-28 (*) | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1933 3 janvier | 110 | 120 | 117 | 104 | 112 | 35 | 33 | 30 | 31 | 53 | 52 | 66 | 24 | 53 | 29 | 27 | 35 | 37 |
| 1 ^{er} février | 112 | 122 | 117 | 105 | 113 | 33 | 30 | 29 | 29 | 52 | 45 | 65 | 22 | 53 | 27 | 25 | 33 | 35 |
| 1 ^{er} mars | 112 | 120 | 118 | 106 | 113 | 32 | 26 | 28 | 27 | 48 | 44 | 61 | 19 | 49 | 24 | 22 | 30 | 32 |
| 3 avril | 111 | 120 | 115 | 104 | 112 | 30 | 24 | 27 | 26 | 46 | 40 | 56 | 18 | 48 | 23 | 21 | 29 | 31 |
| 1 ^{er} mai | 112 | 119 | 117 | 103 | 112 | 31 | 25 | 28 | 29 | 50 | 44 | 59 | 21 | 51 | 23 | 24 | 31 | 34 |
| 1 ^{er} juin | 110 | 117 | 117 | 103 | 111 | 32 | 26 | 30 | 33 | 55 | 46 | 66 | 23 | 52 | 24 | 26 | 34 | 36 |
| 3 juillet | 108 | 118 | 117 | 104 | 111 | 34 | 28 | 32 | 34 | 57 | 46 | 65 | 27 | 54 | 25 | 27 | 36 | 38 |
| 1 ^{er} août | 111 | 119 | 118 | 105 | 112 | 35 | 29 | 33 | 34 | 59 | 44 | 70 | 26 | 55 | 27 | 27 | 36 | 38 |
| 1 ^{er} septembre | 111 | 118 | 118 | 106 | 112 | 34 | 29 | 33 | 33 | 58 | 44 | 68 | 25 | 56 | 26 | 27 | 36 | 38 |
| 2 octobre | 110 | 116 | 118 | 105 | 112 | 33 | 27 | 32 | 31 | 56 | 39 | 66 | 23 | 54 | 25 | 25 | 34 | 35 |
| 2 novembre | 111 | 116 | 118 | 104 | 111 | 32 | 25 | 31 | 29 | 54 | 36 | 62 | 21 | 53 | 23 | 24 | 34 | 34 |
| 1 ^{er} décembre | 106 | 110 | 117 | 104 | 109 | 31 | 24 | 30 | 28 | 55 | 36 | 61 | 21 | 53 | 22 | 24 | 33 | 34 |
| 1934 2 janvier | 111 | 115 | 119 | 103 | 111 | 30 | 25 | 30 | 28 | 54 | 36 | 60 | 21 | 52 | 21 | 22 | 33 | 33 |
| 1 ^{er} février | 115 | 119 | 124 | 106 | 115 | 31 | 24 | 34 | 28 | 57 | 33 | 56 | 22 | 51 | 22 | 23 | 35 | 33 |
| 1 ^{er} mars | 115 | 120 | 125 | 105 | 115 | 31 | 23 | 32 | 27 | 56 | 33 | 55 | 20 | 51 | 20 | 22 | 33 | 32 |

(*) Les indices de 1933 des titres à revenu variable ont été corrigés d'après les résultats du calcul de l'indice annuel au 2 janvier 1934.

RENDEMENT DE QUELQUES FONDS D'ETAT BELGES ET CONGOLAIS

| DATES | Rente Belge, 3 p. c., 2 ^e série net d'impôts | | Rest. Nat. 1919 5 p. c. net d'impôts | | Consolidé 1921 6 p. c. impôt 2 p. c. | | Congo 1906, 4 p. c. net d'impôts | | Congo 1896, 4 p. c. net d'impôts | | Intérieur à prime 1920, 5 p. c. net d'impôts, remboursables en 75 ans par 750 fr./500 | | | D. de guerre 1922, 5 p. c. net d'imp. tit. de 250 fr. remb. en 90 ans par 300 fr. ou avec lots | | | Dette belge 1925, 5 p. c. impôt 2 p. c. remb. en 20 ans à partir du 1-1-36 | | |
|---------------------------------|---|-------|--------------------------------------|-------|--------------------------------------|-------|----------------------------------|-------|----------------------------------|-------|---|---|---|--|---|---|--|---|---|
| | Cours | Rend. | Cours | Rend. | Cours | Rend. | Cours | Rend. | Cours | Rend. | Cours | Rend. en tenant compte de la prime de remb. | Rend. en tenant compte de la prime de remb. | Cours | Rend. en tenant compte de la prime de remb. | Rend. en tenant compte de la prime de remb. | Cours | Rend. en tenant compte de la durée de l'empr. | Rend. en tenant compte de la durée de l'empr. |
| 1931 5 janvier | 80,— | 3,75 | 100,50 | 4,98 | 103,50 | 5,68 | 78,25 | 5,11 | 78,60 | 5,09 | 515,— | 4,85 | 5,32 | 266,50 | 4,69 | 5,29 | 96,50 | 5,08 | 5,25 |
| 1932 4 janvier | 71,— | 4,23 | 82,75 | 6,04 | 92,— | 6,39 | 61,50 | 6,50 | 64,— | 6,25 | 450,— | 5,56 | 6,25 | 237,— | 5,27 | 5,99 | 77,25 | 6,34 | 7,58 |
| 1933 3 janvier | 66,25 | 4,53 | 86,— | 5,81 | 91,50 | 6,43 | 62,— | 6,45 | 62,40 | 6,41 | 475,— | 5,26 | 5,90 | 233,— | 5,38 | 6,10 | 81,50 | 6,01 | 7,10 |
| 1 ^{er} février | 68,— | 4,41 | 89,— | 5,62 | 94,— | 6,26 | 61,95 | 6,46 | 63,25 | 6,32 | 462,— | 5,36 | 6,09 | 233,— | 5,36 | 6,10 | 82,50 | 5,94 | 6,98 |
| 1 ^{er} mars | 67,— | 4,48 | 89,— | 5,62 | 94,25 | 6,24 | 62,45 | 6,41 | 62,65 | 6,38 | 470,— | 5,32 | 6,— | 237,50 | 5,26 | 5,97 | 82,75 | 5,92 | 6,95 |
| 3 avril | 67,25 | 4,46 | 85,25 | 5,87 | 94,70 | 6,21 | 61,95 | 6,46 | 61,55 | 6,50 | 472,50 | 5,29 | 5,98 | 234,50 | 5,29 | 6,05 | 81,25 | 6,03 | 7,16 |
| 1 ^{er} mai | 68,25 | 4,40 | 89,— | 5,62 | 94,40 | 6,23 | 60,— | 6,67 | 61,50 | 6,50 | 480,— | 5,21 | 5,85 | 225,— | 5,56 | 6,32 | 82,50 | 5,94 | 7,— |
| 1 ^{er} juin | 64,50 | 4,65 | 88,— | 5,68 | 94,— | 6,26 | 65,25 | 6,13 | 65,— | 6,15 | 475,— | 5,26 | 5,92 | 226,— | 5,53 | 6,30 | 80,— | 6,12 | 7,37 |
| 3 juillet | 63,25 | 4,74 | 85,75 | 5,83 | 90,— | 6,53 | 62,— | 6,45 | 63,50 | 6,30 | 460,— | 5,43 | 6,15 | 225,50 | 5,54 | 6,31 | 79,60 | 6,16 | 7,44 |
| 1 ^{er} août | 65,75 | 4,56 | 88,— | 5,68 | 93,35 | 6,30 | 62,55 | 6,39 | 63,45 | 6,30 | 492,50 | 5,08 | 5,70 | 232,— | 5,39 | 6,13 | 81,75 | 5,99 | 7,13 |
| 1 ^{er} septembre | 67,— | 4,48 | 86,— | 5,81 | 94,20 | 6,24 | 63,50 | 6,30 | 63,75 | 6,27 | 485,— | 5,15 | 5,80 | 229,50 | 5,45 | 6,20 | 81,25 | 6,03 | 7,22 |
| 2 octobre | 64,— | 4,69 | 86,25 | 5,80 | 95,— | 6,19 | 63,15 | 6,33 | 63,05 | 6,34 | 483,75 | 5,17 | 5,81 | 222,25 | 5,62 | 6,41 | 81,— | 6,05 | 7,27 |
| 2 novembre | 67,25 | 4,46 | 87,25 | 5,73 | 94,— | 6,26 | 62,05 | 6,45 | 62,10 | 6,44 | 474,50 | 5,27 | 5,93 | 222,— | 5,63 | 6,42 | 80,75 | 6,07 | 7,32 |
| 1 ^{er} décembre | 65,— | 4,62 | 82,75 | 6,04 | 87,50 | 6,72 | 60,75 | 6,58 | 59,75 | 6,69 | 448,75 | 5,57 | 6,30 | 220,50 | 5,67 | 6,46 | 77,— | 6,36 | 7,92 |
| 1934 2 janvier | 67,— | 4,48 | 88,25 | 5,68 | 92,90 | 6,33 | 61,— | 6,56 | 61,50 | 6,52 | 465,— | 5,38 | 6,05 | 224,— | 5,58 | 6,36 | 82,25 | 5,96 | 7,12 |
| 1 ^{er} février | 70,— | 4,29 | 90,50 | 5,52 | 96,50 | 6,09 | 65,50 | 6,11 | 66,— | 6,06 | 482,50 | 5,18 | 5,82 | 234,— | 5,34 | 6,07 | 87,25 | 5,82 | 6,44 |
| 1 ^{er} mars | 71,— | 4,23 | 90,50 | 5,52 | 7,60 | 6,02 | 73,— | 5,48 | 71,05 | 5,63 | 481,25 | 5,19 | 5,85 | 240,— | 5,21 | 5,92 | 86,50 | 5,66 | 6,65 |

PRIX DE GROS DE QUELQUES PRODUITS INDUSTRIELS (par tonne).

| ÉPOQUES (Chiffres au 1 ^{er} du mois) | CHARBONS | | | | | SIDÉRURGIE | | | | | | | | | |
|--|--|-----------------------------------|--------------|--------------------|----------------|-------------------------------|----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|--|
| | pour foyer domestique brais. anthr. 20/30 | Industr. menu 1/2 gras mi-lavé | Fines à coke | Briquettes du pays | Coke ordinaire | Fonte de moulage Charleroi | Blooms | | Billettes | | Poutrelles | | L'ais | | |
| | | | | | | | Prix à l'exportation | Prix intérieurs | |
| fr. | fr. | fr. | fr. | fr. | fr. | £ | fr. | £ | fr. | £ | fr. | £ | fr. | | |
| 1932 Moyenne mensuelle | 271,— | 120,— | 116,25 | 147,50 | 117,50 | 323,— | 2- 2-0 | 428,— | 2-2-11 | 437,— | 2- 5-2 | 456,— | 5-18-1 | 1146,— | |
| 1933 Moyenne mensuelle | 260,50 | 114,50 | 105,— | 140,— | 100,— | 296,50 | 2- 3-5 | 459,60 | 2- 5-0 | 469,80 | 2-10-8 | 510,75 | 5-16-3 | 1100,— | |
| 1933 Janvier | 285,— | 117,50 | 105,— | 145,— | 100,— | 290,— | 1-17-0 | 430,— | 1-18-0 | 440,— | 2- 2-0 | 475,— | 5-17-6 | 1100,— | |
| Février | 285,— | 117,50 | 105,— | 145,— | 100,— | 295,— | 1-17-0 | 435,— | 1-18-0 | 445,— | 2- 2-0 | 465,— | 5-17-6 | 1100,— | |
| Mars | 285,— | 117,50 | 105,— | 145,— | 100,— | 295,— | 2- 0-0 | 440,— | 2- 2-0 | 450,— | 2- 4-0 | 485,— | 5-17-6 | 1100,— | |
| Avril | 260,— | 115,— | 105,— | 140,— | 100,— | 295,— | 2- 4-0 | 450,— | 2- 5-0 | 460,— | 2- 7-6 | 500,— | 5-17-6 | 1100,— | |
| Mai | 260,— | 115,— | 105,— | 140,— | 100,— | 290,— | 2- 6-0 | 470,— | 2- 7-0 | 480,— | 2-10-0 | 510,— | 5-17-6 | 1100,— | |
| Juin | 250,— | 115,— | 105,— | 140,— | 100,— | 290,— | 2- 7-0 | 470,— | 2- 8-0 | 480,— | 2-12-6 | 525,— | 5-17-6 | 1100,— | |
| Juillet | 250,— | 115,— | 105,— | 140,— | 100,— | 290,— | 2- 5-0 | 470,— | 2- 7-0 | 480,— | 2-15-0 | 525,— | 5-17-6 | 1100,— | |
| Août | 250,— | 115,— | 105,— | 140,— | 100,— | 300,— | 2- 5-0 | 470,— | 2- 7-0 | 480,— | 2-15-0 | 525,— | 5-17-6 | 1100,— | |
| Septembre | 250,— | 115,— | 105,— | 140,— | 100,— | 300,— | 2- 5-0 | 470,— | 2- 7-0 | 480,— | 2-15-0 | 525,— | 5-17-6 | 1100,— | |
| Octobre | 250,— | 110,— | 105,— | 135,— | 100,— | 300,— | 2- 5-0 | 470,— | 2- 7-0 | 480,— | 2-15-0 | 525,— | 5-17-6 | 1100,— | |
| Novembre | 250,— | 110,— | 105,— | 135,— | 100,— | 307,50 | 2- 5-0 | 470,— | 2- 7-0 | 480,— | 2-15-0 | 535,— | 5-10-0 | 1100,— | |
| Décembre | 250,— | 110,— | 105,— | 135,— | 100,— | 307,50 | 2- 5-0 | 470,— | 2- 7-0 | 480,— | 2-15-0 | 535,— | 5-10-0 | 1100,— | |
| 1934 Janvier | 250,— | 115,— | 105,— | 140,— | 100,— | 307,0 | 2- 5-0 | 470,— | 2- 7-0 | 480,— | 2-15-0 | 535,— | 5-10-0 | 1100,— | |
| Février | 245,— | 115,— | 105,— | 140,— | 105,— | 305,— | 2- 5-0 | 470,— | 2- 7-0 | 480,— | 2-15-0 | 550,— | 5-10-0 | 1100,— | |
| Mars | 245,— | 115,— | 105,— | 140,— | 105,— | 305,— | 2- 5-0 | 470,— | 2- 7-0 | 480,— | 2-15-0 | 550,— | 5-10-0 | 1100,— | |

NOTE. — Depuis le 21 septembre 1931, date de la suspension de l'étalon-or en Angleterre, les prix en £ représentant des £-or.

**PRIX MOYENS DES GRAINS ET AUTRES DENREES AGRICOLES
VENDUS SUR LES MARCHES REGULATEURS DE BELGIQUE (« Moniteur belge »).**

| ÉPOQUES | Froment | Seigle | Avoine | Orge | Pommes de terre | Lin brut | Bœurre | Laine | Œufs |
|------------------------------|-------------------------|--------|--------|-------|-----------------|----------|--------------------|-------|---------------------|
| | en francs par 100 kilos | | | | | | en francs par kilo | | en francs par pièce |
| 1932 Moyenne mensuelle | 75,73 | 69,02 | 87,24 | 80,30 | 34,75 | 56,38 | 19,19 | 13,23 | 0,61 |
| 1933 Moyenne mensuelle | 70,84 | 48,90 | 67,30 | 57,14 | 16,59 | 61,16 | 19,48 | 14,19 | 0,52 |
| 1932 Novembre | 77,62 | 56,26 | 79,61 | 66,36 | 19,71 | 57,15 | 21,61 | 13,— | 1,— |
| Décembre | 77,32 | 54,24 | 77,51 | 64,47 | 18,83 | 58,93 | 21,54 | 13,— | 0,79 |
| 1933 Janvier | 77,87 | 53,94 | 78,27 | 64,86 | 17,98 | 61,62 | 21,37 | 13,19 | 0,59 |
| Février | 78,06 | 53,51 | 77,56 | 63,83 | 17,06 | 62,34 | 21,13 | 12,75 | 0,50 |
| Mars | 77,76 | 53,23 | 76,56 | 62,10 | 14,37 | 60,04 | 19,59 | 12,75 | 0,36 |
| Avril | 77,37 | 52,75 | 75,79 | 59,99 | 12,74 | 58,18 | 18,93 | 12,75 | 0,32 |
| Mai | 78,04 | 52,81 | 75,83 | 59,35 | 11,92 | 57,41 | 16,40 | 13,12 | 0,31 |
| Juin | 78,39 | 52,07 | 74,97 | 58,95 | 12,09 | 58,94 | 16,70 | 13,60 | 0,34 |
| Juillet | 80,— | 52,50 | 75,57 | 56,29 | 10,88 | 60,29 | 17,07 | 15,— | 0,31 |
| Août | 63,46 | 45,61 | 57,— | 51,58 | 14,17 | 62,66 | 19,50 | 15,— | 0,47 |
| Septembre | 61,97 | 42,60 | 54,16 | 50,33 | 19,75 | 63,23 | 21,16 | 15,— | 0,58 |
| Octobre | 59,05 | 41,42 | 52,28 | 50,39 | 22,34 | 61,63 | 20,62 | 15,— | 0,74 |
| Novembre | 59,04 | 43,23 | 54,32 | 53,47 | 22,16 | 62,99 | 20,16 | 15,75 | 0,85 |
| Décembre | 59,05 | 43,16 | 55,34 | 54,53 | 23,59 | 64,60 | 21,17 | 16,31 | 0,80 |
| 1934 Janvier | 58,51 | 43,27 | 55,43 | 55,08 | 23,32 | 60,61 | 20,36 | 17,— | 0,60 |

PRODUCTION INDUSTRIELLE DE LA BELGIQUE. — I. — Industries minières et métallurgiques (1).

| PÉRIODES | MINES DE HOUILLE | | | | | | | | | | |
|------------------------------|-------------------------|-----------------|---|--------|-----------|-------|-------|---------|-------|------------------------------------|--|
| | NOMBRE MOYEN D'OUVRIERS | | PRODUCTION EN MILLIERS DE TONNES PAR BASSIN | | | | | | | Nombre moyen de jours d'extraction | Stock à fin de mois (milliers de tonnes) |
| | du fond | fond et surface | Mons | Centre | Charleroi | Namur | Liège | Campine | TOTAL | | |
| 1932 Moyenne mensuelle | 90.495 | 130.143 | 298 | 283 | 502 | 24 | 370 | 327 | 1.784 | 20,8 | 3.146 |
| 1933 Moyenne mensuelle | 93.262 | 134.478 | 359 | 313 | 585 | 27 | 425 | 397 | 2.106 | 22,7 | 2.847 |
| 1932 Novembre | 97.557 | 140.448 | 372 | 323 | 613 | 27 | 450 | 387 | 2.172 | 23,2 | 1.991 |
| 1932 Décembre | 97.368 | 140.295 | 419 | 340 | 671 | 32 | 482 | 415 | 2.359 | 25,1 | 2.045 |
| 1933 Janvier | 96.030 | 138.021 | 377 | 325 | 632 | 30 | 460 | 395 | 2.219 | 23,6 | 2.153 |
| 1933 Février | 93.475 | 134.132 | 333 | 301 | 587 | 27 | 409 | 366 | 2.023 | 22,0 | 2.306 |
| 1933 Mars | 96.905 | 139.367 | 405 | 338 | 652 | 32 | 473 | 411 | 2.310 | 24,5 | 2.551 |
| 1933 Avril | 96.492 | 138.673 | 340 | 303 | 588 | 27 | 411 | 359 | 2.028 | 21,4 | 2.748 |
| 1933 Mai | 95.769 | 138.476 | 381 | 311 | 591 | 26 | 433 | 384 | 2.126 | 22,3 | 2.947 |
| 1933 Juin | 93.910 | 135.942 | 340 | 297 | 560 | 26 | 401 | 369 | 1.992 | 21,4 | 3.075 |
| 1933 Juillet | 91.262 | 132.642 | 343 | 303 | 547 | 25 | 404 | 371 | 1.995 | 22,1 | 3.158 |
| 1933 Août | 91.218 | 132.208 | 358 | 306 | 554 | 25 | 401 | 388 | 2.033 | 22,5 | 3.221 |
| 1933 Septembre | 89.848 | 129.930 | 353 | 309 | 552 | 24 | 412 | 408 | 2.058 | 22,7 | 3.164 |
| 1933 Octobre | 90.914 | 130.657 | 372 | 321 | 571 | 27 | 432 | 416 | 2.139 | 25,2 | 2.980 |
| 1933 Novembre | 92.012 | 132.330 | 355 | 323 | 591 | 25 | 428 | 465 | 2.187 | 22,5 | 3.008 |
| 1933 Décembre | 91.311 | 131.364 | 355 | 316 | 593 | 28 | 437 | 439 | 2.166 | 22,2 | 2.858 |
| 1934 Janvier | 90.515 | 130.502 | 390 | 343 | 604 | 28 | 467 | 474 | 2.306 | 24,0 | 2.855 |

| PÉRIODES | COKES | | AGGLOMÉRÉS | | Hauts fourneaux en activité à la fin de la période | MÉTALLURGIE. — PRODUCTION EN MILLIERS DE TONNES | | | | |
|------------------------------|---------------------------------|-------------------------|---------------------------------|-------------------------|--|---|--------------|------------------------|--------------|------------|
| | Production (milliers de tonnes) | Nombre moyen d'ouvriers | Production (milliers de tonnes) | Nombre moyen d'ouvriers | | Fonte | Aciers bruts | Pièces d'acier moulées | Aciers finis | Fers finis |
| 1932 Moyenne mensuelle | 373 | 3.929 | 110 | 795 | 37 (2) | 232 | 230 | 4,2 | 171 | 3,0 |
| 1933 Moyenne mensuelle | 377 | 3.975 | 115 | 826 | 32 (2) | 229 | 224 | 4,5 | 174 | 3,2 |
| 1932 Novembre | 370 | 3.773 | 122 | 835 | 35 | 235 | 235 | 4,6 | 186 | 2,3 |
| 1932 Décembre | 389 | 3.801 | 128 | 820 | 37 | 247 | 243 | 5,0 | 184 | 2,7 |
| 1933 Janvier | 379 | 3.814 | 119 | 820 | 37 | 249 | 241 | 4,1 | 183 | 3,4 |
| 1933 Février | 362 | 3.817 | 115 | 808 | 36 | 225 | 230 | 4,0 | 178 | 2,7 |
| 1933 Mars | 383 | 3.833 | 118 | 794 | 35 | 246 | 252 | 5,5 | 199 | 2,1 |
| 1933 Avril | 361 | 3.791 | 106 | 822 | 34 | 230 | 226 | 4,4 | 176 | 1,6 |
| 1933 Mai | 386 | 3.975 | 107 | 808 | 35 | 252 | 265 | 5,3 | 208 | 2,5 |
| 1933 Juin | 376 | 3.931 | 102 | 785 | 35 | 230 | 227 | 4,9 | 172 | 3,1 |
| 1933 Juillet | 385 | 5.019 | 101 | 806 | 35 | 225 | 208 | 4,4 | 162 | 3,5 |
| 1933 Août | 385 | 3.885 | 109 | 830 | 35 | 223 | 211 | 3,6 | 170 | 3,5 |
| 1933 Septembre | 376 | 3.892 | 129 | 864 | 34 | 209 | 207 | 4,5 | 182 | 4,5 |
| 1933 Octobre | 377 | 3.930 | 129 | 854 | 33 | 220 | 210 | 4,6 | 158 | 4,5 |
| 1933 Novembre | 364 | 3.886 | 124 | 840 | 33 | 216 | 208 | 4,6 | 161 | 3,8 |
| 1933 Décembre | 390 | 3.928 | 125 | 876 | 32 | 220 | 204 | 3,7 | 157 | 3,7 |
| 1934 Janvier | 380 | 3.691 | 122 | 875 | 35 | 223 | 221 | 4,8 | 175 | 5,5 |

(1) Statistique du Ministère de l'Industrie et du Travail, publiée par la *Revue du Travail*.
 (2) Au 31 décembre.

PRODUCTION INDUSTRIELLE DE LA BELGIQUE. — II. — Industries diverses.

| PÉRIODES | COTON Production semestr. de filés | LAINES | | PAPIERS et CARTONS (4) | SUCRES | | | BRASSERIES Quantité de farines déclarées | DISTILLERIES Production d'alcools | |
|------------------------------|---|--|---|---------------------------------|-----------------|--------------------|---|---|---|------------------------------------|
| | | Conditionnements de Verviers et de Dison (laine conditionnée ou simpl. pesée) | Stocks de peignés dans les peignages à façon (à fin de mois) | | Production | | Stocks à fin de mois (sucres bruts et raffinés) | | | Déclarations en consommation |
| | | | | | Sucres bruts | Sucres raffinés | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| 1932 Moyenne mensuelle | 19.945 (1) 24.600 (2) | 1.984 | 2.570 | 12.030 | 20.149 | 13.436 | 108.987 | 19.628 | 17.630 | 27.805 |
| 1933 Moyenne mensuelle | 22.945 (1) | 2.416 | 3.879 | | 19.171 | 16.044 | 121.400 | 14.806 | 16.493 | 26.903 |
| 1932 Novembre..... | 24.600 (2) | 1.841 | 2.661 | | 117.778 | 17.274 | 148.081 | 15.330 | 16.700 | 34.289 |
| Décembre | | 1.936 | 2.715 | | 65.910 | 16.876 | 160.139 | 30.798 | 19.056 | 38.316 |
| 1933 Janvier | | 2.197 | 2.737 | | 2.226 | 14.458 | 165.203 | 5.837 | 12.961 | 25.794 |
| Février | | 1.659 | 3.156 | | 431 | 14.161 | 165.481 | 7.806 | 12.937 | 18.917 |
| Mars | | 1.936 | 3.682 | | 51 | 18.671 | 150.874 | 10.108 | 17.019 | 18.232 |
| Avril | | 2.172 | 4.191 | | — | 16.821 | 143.970 | 10.674 | 18.004 | 27.123 |
| Mai | | 2.887 | 4.310 | | — | 15.649 | 133.482 | 13.671 | 18.666 | 15.532 |
| Juin | | 2.773 | 4.276 | | — | 14.585 | 108.058 | 17.599 | 17.981 | 28.651 |
| Juillet | | 2.585 | 4.295 | | — | 14.174 | 80.216 | 18.229 | 19.020 | 28.757 |
| Août | | 1.813 | 4.122 | | 270 | 14.482 | 52.629 | 17.097 | 19.220 | 32.501 |
| Septembre..... | | 2.351 | 3.805 | | — | 14.901 | 41.070 | 14.184 | 17.523 | 31.584 |
| Octobre | | 2.354 | 3.979 | | 74.471 | 14.805 | 85.342 | 13.190 | 16.107 | 25.350 |
| Novembre..... | 3.103 | 4.090 | | 124.313 | 22.138 | 168.917 | 17.381 | 14.581 | 34.437 | |
| Décembre | 3.169 | 3.902 | | 28.285 | 17.680 | 161.562 | 31.902 | 13.910 | 35.963 | |
| 1934 Janvier | 3.357 | 3.580 | | 261 | 15.721 | 168.070 | 11.956 | 13.916 | | |

| PÉRIODES | MARGARINE ET BEURRES ARTIFICIELS | | | ALLUMETTES | | | PÊCHE | | OR BRUT | |
|------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|-------------|---|--|---------------------------------|---------|-----------------------|---------------------|
| | Production | Déclarations en consom- mation | Déclarations à l'exporta- tion | Fabrication | Destination donnée à la fabrication indig. | | Ventes à la minque d'Ostende | | extrait au Congo (3) | |
| | | | | | Consom- mation | Exportat. (avec décharge de l'accise) | Quantités | Valeurs | Mines de Kilo-Moto | Toutes les mines |
| | | | | | | | | | | |
| 1932 Moyenne mensuelle | 2.351 | 2.267 | 84 | 4.213 | 1.972 | 2.293 | 1.356 | 4.270 | 505,3 | 720,1 |
| 1933 Moyenne mensuelle | 2.892 | 2.857 | 36 | 3.536 | 1.490 | 2.040 | 1.653 | 5.263 | 505,9 | 820,1 |
| 1932 Novembre..... | 2.845 | 2.763 | 78 | 5.387 | 2.402 | 2.660 | 1.602 | 5.125 | 513,6 | 753,5 |
| Décembre | 3.177 | 3.118 | 59 | 6.073 | 3.188 | 2.706 | 1.644 | 5.810 | 491,9 | 727,8 |
| 1933 Janvier | 2.624 | 2.584 | 40 | 4.873 | 2.162 | 2.745 | 1.214 | 4.353 | 467,4 | 700,5 |
| Février | 2.551 | 2.495 | 51 | 4.658 | 1.476 | 2.546 | 1.505 | 6.533 | 440,6 | 664,6 |
| Mars | 3.042 | 2.990 | 90 | 4.252 | 989 | 2.379 | 1.595 | 6.673 | 504,2 | 750,6 |
| Avril | 2.591 | 2.557 | 41 | 2.810 | 922 | 1.851 | 1.660 | 5.676 | 470,5 | 736,2 |
| Mai | 2.579 | 2.536 | 39 | 3.057 | 1.333 | 2.103 | 1.496 | 3.605 | 514,5 | 793,6 |
| Juin | 2.599 | 2.575 | 28 | 3.988 | 1.515 | 2.404 | 1.089 | 3.737 | 515,0 | 823,5 |
| Juillet | 2.454 | 2.418 | 37 | 3.827 | 1.388 | 1.998 | 1.321 | 4.524 | 510,9 | 785,0 |
| Août | 2.943 | 2.928 | 22 | 3.916 | 1.840 | 2.699 | 1.897 | 5.625 | 537,3 | 852,2 |
| Septembre..... | 3.206 | 3.171 | 25 | 652(5) | 1.245 | 1.147 | 2.409 | 5.684 | 513,6 | 827,4 |
| Octobre | 3.302 | 3.260 | 23 | 1.252 | 903 | 709 | 1.808 | 5.715 | 505,6 | 816,8 |
| Novembre..... | 3.313 | 3.304 | 12 | 4.416 | 2.036 | 2.116 | 1.798 | 4.876 | 547,2 | 882,4 |
| Décembre | 3.495 | 3.471 | 30 | 4.727 | 2.072 | 1.781 | 2.068 | 6.157 | 544,1 | 893,1 |
| 1934 Janvier | 3.274 | 3.227 | 32 | 5.165 | 1.836 | 2.713 | 1.476 | 5.481 | 534,7 | |

- (1) Du 1er février au 31 juillet.
(2) Du 1er août au 31 janvier.
(3) L'or brut comprend en moyenne 80 % d'or alluvionnaire à 94 % de fin environ et 20 % d'or filonien à environ 75 % de fin.
(4) Depuis octobre 1932, nous ne possédons plus de chiffres de la production des papiers et cartons, ces renseignements n'étant plus fournis régulièrement par certains fabricants à leur association.
(5) Production réduite par suite de la grève dans l'industrie allumettière.

COMMERCE SPECIAL DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE AVEC LES PAYS ETRANGERS

| | Animaux vivants | | Objets d'alimentation et boissons | | Matières brutes ou simplement préparées | | Produits fabriqués | | Or et argent, non ouvrés et monnaies | TOTAUX | | PRIX MOYEN PAR TONNE (franco) | EXCÉDENT (+) OU DÉFICIT (-) DE LA BALANCE COMMERCIALE (millions de francs) | RAPPORT DES EXPORTATIONS AUX IMPORTATIONS, EN % |
|-----------------------|--------------------------------|------------------------------|-----------------------------------|------------------------------|---|------------------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------|------------------------------|----------------------------------|---|---|
| | Quantités (milliers de tonnes) | Valeurs (millions de francs) | Quantités (milliers de tonnes) | Valeurs (millions de francs) | Quantités (milliers de tonnes) | Valeurs (millions de francs) | Quantités (milliers de tonnes) | Valeurs (millions de francs) | Valeurs (millions de francs) | Quantités (milliers de tonnes) | Valeurs (millions de francs) | | | |
| IMPORTATIONS : | | | | | | | | | | | | | | |
| 1932 L'année | 29,5 | 96,8 | 4.006 | 4.179 | 26.622 | 7.133 | 690 | 4.753 | 180,1 | 31.348 | 16.343 | 521 | | |
| 1933 L'année | 17,6 | 60,3 | 3.787 | 3.296 | 26.031 | 7.014 | 745 | 4.426 | 420,4 | 30.581 | 15.217 | 498 | | |
| 1932 Novembre..... | 2,7 | 8,2 | 339 | 339 | 2.188 | 622 | 60 | 404 | 13,5 | 2.590 | 1.387 | 535 | | |
| Décembre..... | 1,9 | 6,7 | 421 | 420 | 2.554 | 742 | 65 | 438 | 8,7 | 3.042 | 1.616 | 531 | | |
| 1933 Janvier | 1,5 | 5,1 | 283 | 292 | 1.940 | 600 | 58 | 375 | 15,1 | 2.283 | 1.287 | 564 | | |
| Février | 1,4 | 5,2 | 252 | 261 | 2.120 | 555 | 57 | 355 | 12,7 | 2.430 | 1.189 | 489 | | |
| Mars | 1,9 | 6,6 | 351 | 320 | 2.470 | 605 | 66 | 407 | 33,1 | 2.889 | 1.372 | 475 | | |
| Avril | 2,2 | 7,9 | 339 | 363 | 2.076 | 508 | 67 | 362 | 19,0 | 2.484 | 1.180 | 475 | | |
| Mai | 2,2 | 8,9 | 394 | 317 | 2.344 | 595 | 69 | 393 | 10,5 | 2.809 | 1.324 | 471 | | |
| Juin | 1,3 | 4,8 | 301 | 261 | 2.262 | 608 | 71 | 386 | 34,7 | 2.636 | 1.294 | 491 | | |
| Juillet | 1,4 | 5,6 | 261 | 226 | 2.184 | 588 | 64 | 346 | 61,1 | 2.511 | 1.227 | 489 | | |
| Août | 1,5 | 6,0 | 323 | 283 | 2.192 | 633 | 65 | 364 | 44,1 | 2.582 | 1.330 | 515 | | |
| Septembre | 1,3 | 4,6 | 311 | 256 | 2.167 | 568 | 60 | 372 | 14,5 | 2.539 | 1.215 | 479 | | |
| Octobre | 1,1 | 3,7 | 357 | 282 | 2.191 | 591 | 62 | 374 | 60,1 | 2.612 | 1.311 | 502 | | |
| Novembre | 1,2 | 3,7 | 348 | 281 | 2.252 | 571 | 55 | 365 | 73,3 | 2.656 | 1.294 | 487 | | |
| Décembre..... | 1,0 | 3,4 | 298 | 255 | 1.813 | 559 | 52 | 327 | 42,1 | 2.164 | 1.187 | 549 | | |
| 1934 Janvier | 1,0 | 3,4 | 311 | 266 | 2.001 | 622 | 47 | 299 | 38,2 | 2.360 | 1.229 | 521 | | |
| EXPORTATIONS : | | | | | | | | | | | | | | |
| 1932 L'année | 14,5 | 98,4 | 982 | 1.431 | 14.198 | 5.346 | 4.368 | 7.937 | 310,8 | 19.562 | 15.124 | 773 | - 1.219 | 92,5 |
| 1933 L'année | 10,7 | 75,2 | 692 | 987 | 14.345 | 5.440 | 4.892 | 7.570 | 256,4 | 19.941 | 14.328 | 719 | - 888 | 94,2 |
| 1932 Novembre..... | 0,6 | 4,0 | 74 | 109 | 1.368 | 426 | 359 | 659 | 8,5 | 1.802 | 1.207 | 670 | - 180 | 87,0 |
| Décembre..... | 0,6 | 3,8 | 56 | 113 | 1.289 | 453 | 393 | 663 | 55,4 | 1.739 | 1.289 | 741 | - 357 | 79,7 |
| 1933 Janvier | 0,6 | 3,9 | 52 | 88 | 1.073 | 477 | 337 | 581 | 35,3 | 1.462 | 1.185 | 810 | - 102 | 92,0 |
| Février | 0,6 | 4,3 | 68 | 101 | 1.115 | 406 | 352 | 598 | 13,8 | 1.535 | 1.124 | 732 | - 66 | 94,5 |
| Mars | 0,8 | 6,2 | 75 | 105 | 1.288 | 446 | 411 | 704 | 15,4 | 1.774 | 1.276 | 719 | - 96 | 93,0 |
| Avril | 1,6 | 15,0 | 47 | 68 | 1.168 | 354 | 382 | 583 | 12,8 | 1.599 | 1.032 | 646 | - 148 | 87,5 |
| Mai..... | 3,2 | 26,9 | 45 | 72 | 1.351 | 465 | 448 | 707 | 23,0 | 1.847 | 1.293 | 700 | - 31 | 97,7 |
| Juin..... | 1,8 | 14,9 | 69 | 85 | 1.253 | 468 | 467 | 654 | 20,8 | 1.791 | 1.243 | 694 | - 51 | 96,1 |
| Juillet | 1,5 | 13,7 | 48 | 65 | 1.126 | 417 | 433 | 589 | 46,8 | 1.609 | 1.133 | 704 | - 95 | 92,3 |
| Août | 1,1 | 11,3 | 49 | 72 | 1.255 | 432 | 410 | 605 | 13,1 | 1.716 | 1.134 | 661 | - 196 | 85,2 |
| Septembre | 0,7 | 4,7 | 60 | 75 | 1.317 | 459 | 468 | 667 | 13,3 | 1.845 | 1.219 | 661 | + 3 | 100,3 |
| Octobre | 0,7 | 4,6 | 60 | 74 | 1.233 | 513 | 419 | 614 | 12,0 | 1.713 | 1.217 | 711 | - 93 | 92,9 |
| Novembre | 0,5 | 3,4 | 60 | 87 | 1.290 | 492 | 420 | 661 | 17,7 | 1.770 | 1.261 | 712 | - 33 | 97,4 |
| Décembre..... | 0,4 | 3,3 | 58 | 94 | 874 | 450 | 348 | 607 | 32,8 | 1.281 | 1.187 | 927 | 0 | 100,0 |
| 1934 Janvier | 0,4 | 3,5 | 50 | 85 | 1.167 | 470 | 392 | 612 | 20,5 | 1.609 | 1.191 | 740 | - 38 | 96,9 |

RENDEMENT DES SOCIÉTÉS ANONYMES BELGES

I. — Classement par genre d'industrie.

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement.

JANVIER 1934.

| RUBRIQUES | Capital versé | | Résultats nets | | | | Bénéfice distribué aux actionn. | Dette obligataire | Coupons d'obligat. payables en janvier (1) | |
|--|--------------------|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|---------------------------------|-----------------------|--|---------------|
| | Nombre de sociétés | Montant en milliers de francs | Bénéfice total | | Perte totale | | | | | Solde |
| | | | Nombre de sociétés | Montant en milliers de francs | Nombre de sociétés | Montant en milliers de francs | Montant en milliers de francs | En milliers de francs | En milliers de francs | |
| Banques | 1 | 25.000 | — | — | 1 | 405 | 405 | — | 246.068 | 12.229 |
| Assurances | 1 | 50 | 1 | 14 | — | — | 14 | — | — | — |
| Opérations financières | 8 | 9.570 | 4 | 862 | 4 | 501 | 361 | 286 | 85.664 | 4.763 |
| Exportations, importations | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Commerce de fer et métaux .. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Comm. d'habil. et d'ameublem. | 2 | 3.100 | — | — | 2 | 141 | 141 | — | 488 | 268 |
| Commerce de produits aliment. | 3 | 5.301 | 2 | 49 | 1 | 2.368 | 2.319 | 6 | 1.500 | 105 |
| Commerces non dénommés | 22 | 30.454 | 9 | 790 | 13 | 7.562 | 6.772 | 290 | 17.783 | 1.239 |
| Sucreries | 1 | 9.920 | 1 | 340 | — | — | 340 | — | 2.258 | 127 |
| Meuneries | 2 | 6.200 | 2 | 3.155 | — | — | 3.155 | 1.934 | — | — |
| Brasseries | 3 | 12.774 | 3 | 5.233 | — | — | 5.233 | 2.611 | 16.056 | 966 |
| Distilleries d'alcool | 1 | 1.000 | 1 | 102 | — | — | 102 | 88 | — | — |
| Autres industries alimentaires .. | 2 | 850 | 1 | 157 | 1 | 2 | 155 | 60 | 1.539 | 100 |
| Carrières | 4 | 7.700 | 3 | 130 | 1 | 714 | 584 | — | 2.160 | 134 |
| Charbonnages | — | — | — | — | — | — | — | — | 60.382 | 3.511 |
| Mines et autres industr. extract. | 2 | 12.822 | — | — | 2 | 4.113 | 4.113 | — | 77.966 | 3.913 |
| Gaz | — | — | — | — | — | — | — | — | 816 | 38 |
| Électricité | 3 | 135.906 | 2 | 31.953 | 1 | 234 | 31.719 | 26.946 | 100.202 | 5.502 |
| Constructions électriques | 2 | 600 | 1 | 100 | 1 | 43 | 57 | 85 | 7.964 | 473 |
| Hôtels, théâtres, cinémas | 2 | 279 | — | — | 2 | 1.200 | 1.200 | — | 1.241 | 50 |
| Imprimerie, publicité | 2 | 740 | 1 | 35 | 1 | 70 | 35 | — | 586 | 33 |
| Textiles (lin, coton, laine, soie). | 8 | 16.320 | 5 | 1.397 | 3 | 245 | 1.152 | — | 22.991 | 1.348 |
| Matériaux artif. et prod. céram. | 4 | 7.175 | 3 | 359 | 1 | 182 | 177 | 166 | 2.780 | 187 |
| Métallurgie, sidérurgie | 5 | 49.917 | 1 | 917 | 4 | 1.738 | 821 | 1.440 | 146.120 | 8.510 |
| Construction | 1 | 155 | — | — | 1 | 17 | 17 | — | 1.834 | 92 |
| Papeteries (industries) | — | — | — | — | — | — | — | — | 5.400 | 318 |
| Plantations et sociétés coloniales | 3 | 73.440 | 2 | 1.868 | 1 | 622 | 1.246 | 1.200 | 468.301 | 29.185 |
| Produits chimiques | 5 | 41.900 | 4 | 543 | 1 | 5.118 | 4.575 | 442 | 51.429 | 3.089 |
| Industries du bois | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Tanneries et corroiries | 1 | 4.500 | — | — | 1 | 116 | 116 | — | — | — |
| Automobiles | — | — | — | — | — | — | — | — | 1.040 | 74 |
| Verreries | — | — | — | — | — | — | — | — | 479 | 22 |
| Glaceries | 1 | 3.750 | 1 | 6.772 | — | — | 6.772 | 12.000 | 64.189 | 3.530 |
| Industries non dénommées | 14 | 26.904 | 12 | 1.188 | 2 | 402 | 786 | 704 | 7.533 | 347 |
| Chemins de fer | — | — | — | — | — | — | — | — | 124.691 | 6.634 |
| Chemins de fer vicinaux | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Navigation et aviation | 3 | 572 | 2 | 22 | 1 | 148 | 126 | 17 | 17.235 | 1.094 |
| Télégraphe et téléphone | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Tramways électriques | — | — | — | — | — | — | — | — | 14.029 | 637 |
| Autobus | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Transports non dénommés | — | — | — | — | — | — | — | — | 294 | 13 |
| Divers non dénommés | 2 | 135 | 1 | 103 | 1 | 3 | 100 | 79 | — | — |
| TOTAL | 108 | 497.028 | 62 | 56.089 | 46 | 25.044 | 30.145 | 48.353 | 1.551.018 | 88.471 |

II. — Classement par ordre d'importance du capital versé.

| | | | | | | | | | | |
|------------------------------------|------------|----------------|-----------|---------------|-----------|---------------|---------------|---------------|----------|----------|
| Jusque 1 million | 59 | 26.687 | 34 | 2.299 | 25 | 2.845 | 546 | 1.074 | — | — |
| De plus de 1 à 5 millions | 33 | 78.531 | 19 | 14.954 | 14 | 6.844 | 8.110 | 15.766 | — | — |
| De plus de 5 à 10 millions | 8 | 66.360 | 4 | 4.119 | 4 | 9.139 | 5.020 | 1.979 | — | — |
| De plus de 10 à 20 millions | 2 | 29.000 | 2 | 1.038 | — | — | 1.038 | 900 | — | — |
| De plus de 20 à 50 millions | 5 | 170.050 | 2 | 1.786 | 3 | 7.116 | 5.330 | 1.740 | — | — |
| De plus de 50 à 100 millions | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| De plus de 100 millions | 1 | 126.400 | 1 | 31.893 | — | — | 31.893 | 26.894 | — | — |
| TOTAL | 108 | 497.028 | 62 | 56.089 | 46 | 25.944 | 30.145 | 48.353 | — | — |

(1) En outre il a été mis en paiement pendant le mois de janvier (milliers de francs)

| | |
|--|---------|
| Coupons d'emprunts intérieurs de l'État | 187.448 |
| Coupons d'emprunts de la Colonie | 3.291 |
| Compons d'emprunts des provinces et des communes | 26.326 |
| Coupons d'emprunts d'organismes divers | 79.831 |

TOTAL... 296.896

Coupons d'emprunts extérieurs de l'État

EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES ET CONGOLAISES.

I. — Détail des émissions (milliers de francs).

JANVIER 1934.

| RUBRIQUES | CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS | | | | | AUGMENTATIONS DE CAPITAL | | | | | | Primes d'émission | Apports en nature compris dans les souscript. et augment. de capital | Part prise par les banques | DISSOLUTIONS DE SOCIÉTÉS anonymes et en commandite par actions (*) | | | | RÉDUCTIONS DE CAPITAL | |
|--------------------------------------|---------------------------------------|-----------------|----------------|----------------------------------|-----------------|--------------------------|----------------|-----------------------|----------------|----------|--------------|-------------------|--|----------------------------|--|---------------|----------|------------|-----------------------|---------------|
| | anonymes et en commandite par actions | | | coopératives et unions du crédit | | Actions | | | Obligations | | Liquidations | | | | Fusions | | Nombre | Montant | | |
| | Nombre | Montant nominal | Montant libéré | Nombre | Montant minimum | Nombre | Capital ancien | Augmentation nominale | Montant libéré | Nombre | Montant | | | | Nombre | Montant | | | Nombre | Montant |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | — | — | | |
| Banques | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | | |
| Assurances | 2 | 1.330 | 1.090 | 1 | 25 | — | — | — | — | — | — | — | 1.000 | — | 1 | 250 | — | — | | |
| Opérations financières | 10 | 37.770 | 17.945 | 3 | 31 | 1 | 3.000 | 1.000 | 1.000 | — | — | — | 2.560 | — | — | — | — | — | | |
| Exportations, importations | 1 | 15 | 15 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | | |
| Commerce de métaux | 10 | 3.960 | 3.538 | — | — | — | — | — | — | 1 | 5.000 | — | 265 | — | 3 | 3.750 | — | — | | |
| Comm. d'habil. et ameublem. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | | |
| Comm. produits alimentaires | 1 | 200 | 155 | 2 | 57 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | | |
| Commerces non dénommés | 20 | 2.900 | 2.529 | 14 | 239 | 2 | 40 | 110 | 110 | — | — | — | 1.040 | — | 4 | 1.010 | — | — | | |
| Sucreries | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | | |
| Meuneries | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | | |
| Brasseries | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | | |
| Distilleries d'alcool | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | | |
| Autres industries alimentaires | 2 | 250 | 250 | 2 | 26 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 2 | 8.500 | — | — | | |
| Carrières | 1 | 100 | 20 | — | — | 1 | 2.000 | 1.175 | 1.175 | — | — | — | 1.175 | — | — | 1 | 500 | 1 | 825 | |
| Charbonnages | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Mines et industries extract. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Gaz | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Electricité | — | — | — | — | — | 1 | 194.000 | 6.000 | 6.000 | — | — | — | 6.000 | — | — | — | — | — | — | |
| Constructions électriques | 2 | 5.050 | 5.050 | 1 | 5 | — | — | — | — | — | — | — | 1.155 | — | — | — | — | 1 | 4.050 | |
| Hôtels, théâtres, cinémas | 2 | 450 | 213 | 1 | 300 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Imprimerie, publicité | 2 | 130 | 106 | 1 | 6 | 1 | 1.300 | 400 | 120 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Textiles | 4 | 9.510 | 8.214 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 7.378 | — | 3 | 11.100 | — | — | — | |
| Matériaux artif. et céramiq. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Métallurgie, sidérurgie | — | — | — | — | — | 1 | 2.000 | 450 | 450 | — | — | — | 450 | — | 3 | 10.650 | — | 3 | 6.900 | |
| Construction | 2 | 1.700 | 1.300 | — | — | 1 | 800 | 140 | 140 | — | — | — | 765 | — | — | — | — | 1 | 760 | |
| Papeteries (industries) | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Plant. et sociétés coloniales | 1 | 2.000 | 1.600 | — | — | 1 | 1.500 | 2.747 | 2.747 | — | — | — | 3.897 | — | 1 | 1.500 | — | 2 | 17.925 | |
| Produits chimiques | 1 | 3.000 | 3.000 | 1 | 75 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Industries du bois | 1 | 100 | 60 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 | 300 | — | — | — | |
| Tanneries et corroiries | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Automobiles | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Verreries | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 | 5.420 | |
| Glaceries | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Industries non dénommées | 1 | 306 | 306 | 1 | 25 | 2 | 975 | 1.325 | 1.325 | — | — | — | 1.325 | — | 2 | 2.675 | — | — | — | |
| Chemins de fer | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Chemins de fer vicinaux | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Navigation et aviation | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Télégraphe, téléphone | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Tramways électriques | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Autobus | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Transports non dénommés | 1 | 30 | 24 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Divers non dénommés | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| TOTAUX | 64 | 68.801 | 45.415 | 27 | 789 | 11 | 205.615 | 13.347 | 13.067 | 1 | 5.000 | — | 27.010 | — | 20 | 39.735 | 1 | 500 | 9 | 35.880 |

(*) Coopératives et Unions du Crédit : une société dissoute au capital minimum de 25.000 francs.

**EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES ET CONGOLAISES
EN JANVIER 1934.**

**II. — Groupement des sociétés anonymes et en commandite par actions selon le lieu où s'exerce leur activité
et selon l'importance du capital nominal émis ou annulé (milliers de francs).**

| CLASSIFICATION | CONSTITUTIONS | | | AUGMENTATIONS DE CAPITAL | | | | | | Primes d'émission | Apports en nature compris dans les souscr. et augm. de capital | DISSOLUTIONS | | RÉDUCTIONS DE CAPITAL |
|----------------|---------------|--------------------------|-------------------------|--------------------------|-------------------|-------------------|-------------------------|-------------|--------------|----------------------|--|--------------|---------|-----------------------------|
| | | | | Actions | | | | Obligations | | | | Liquid. | Fusions | |
| | Nom- bre | Mont- tant nominal | Mont- tant libéré | Nom- bre | Capital ancien | Augm. nominale | Mont- tant libéré | Nom- bre | Mon- tant | | | Montant | | |

1° Selon le lieu où s'exerce leur activité.

| | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------|-----------|---------------|---------------|-----------|----------------|---------------|---------------|----------|--------------|----------|---------------|---------------|------------|---------------|
| En Belgique..... | 63 | 66.801 | 43.815 | 10 | 204.115 | 10.800 | 10.320 | 1 | 5.000 | — | 23.113 | 38.235 | 500 | 17.955 |
| En Belg. et à l'étranger | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Au Congo Belge..... | 1 | 2.000 | 1.800 | 1 | 1.500 | 2.747 | 2.747 | — | — | — | 3.897 | 1.500 | — | 17.925 |
| TOTAL ... | 64 | 68.801 | 45.415 | 11 | 205.615 | 13.347 | 13.067 | 1 | 5.000 | — | 27.010 | 39.735 | 500 | 35.880 |

2° Selon l'importance du capital nominal émis ou annulé.

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---------------------------|-----------|---------------|---------------|-----------|----------------|---------------|---------------|----------|--------------|----------|---------------|---------------|------------|---------------|
| Jusqu'à 1 million | 54 | 11.301 | 7.755 | 8 | 8.115 | 3.425 | 3.145 | — | — | — | 4.722 | 3.835 | 500 | 4.400 |
| De plus de 1 à 5 millions | 8 | 20.500 | 19.860 | 2 | 3.500 | 3.922 | 3.922 | 1 | 5.000 | — | 11.288 | 20.100 | — | 9.050 |
| De plus de 5 à 10 mill. | 1 | 7.000 | 5.800 | 1 | 194.000 | 6.000 | 6.000 | — | — | — | 11.000 | 16.000 | — | 5.420 |
| De plus de 10 à 20 mill. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 16.950 |
| De plus de 20 à 50 mill. | 1 | 30.000 | 12.000 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| De plus de 50 à 100 mill. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| De plus de 100 millions. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| TOTAL ... | 64 | 68.801 | 45.415 | 11 | 205.615 | 13.347 | 13.067 | 1 | 5.000 | — | 27.010 | 39.735 | 500 | 35.880 |

**INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES (1).**

| PÉRIODES | Montants calculés d'après les droits d'inscription perçus (cfr. <i>Moniteur belge</i>) |
|----------|---|
|----------|---|

| | |
|----------------------|---------|
| 1932 Moyenne mens... | 338.189 |
| 1933 Moyenne mens... | 261.547 |
| 1932 Novembre..... | 282.275 |
| Décembre..... | 287.323 |
| 1933 Janvier..... | 281.965 |
| Février..... | 247.403 |
| Mars..... | 290.008 |
| Avril..... | 267.936 |
| Mai..... | 307.931 |
| Juin..... | 262.910 |
| Juillet..... | 287.814 |
| Août..... | 288.833 |
| Septembre..... | 266.587 |
| Octobre..... | 237.639 |
| Novembre..... | 214.134 |
| Décembre..... | 205.402 |
| 1934 Janvier..... | 207.004 |

**RECOURS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES
D'UTILITÉ PUBLIQUE A L'EMPRUNT.**

| PÉRIODES | ÉMISSIONS PUBLIQUES | | OPÉRATIONS BANCAIRES CRÉDIT COMMUNAL DE BELGIQUE | | | | | |
|----------|---|-----------------|--|---------------------|--------------------------|---------------------|--|--|
| | Emprunts directs des pouvoirs publics (2) | | Avances et remboursements opérés sur emprunts consentis pour le paiement de | | Dépenses extraordinaires | | Dépenses ordinaires (Ouvertures de crédits gagés par les impôts cédulaires et additionnels) | |
| | en Belgique | à l'étranger | Prélèvem. sur comptes | Remboursem. nets | Avances nettes | Remboursem. nets | | |

| | | | | | | | | |
|----------------------|-----------------|--------------------|-------------|-----------------------------|---------|---------|---------|---------|
| | milliers de fr. | milliers de fr. | millions | milliers de francs | | | | |
| 1932 Moyenne mens... | 338.189 | Année 1932..... | 4.316.500 | fr. fr. 800 | 392.311 | 86.474 | 334.185 | 254.259 |
| 1933 Moyenne mens... | 261.547 | Année 1933..... | 2.115.000 | fl. P. B. 15 fr. fr. 600 | 837.975 | 128.788 | 278.093 | 406.648 |
| 1932 Novembre..... | 282.275 | 1932 Décembre..... | 100.000 | — | 19.497 | 32.870 | 39.117 | 23.569 |
| Décembre..... | 287.323 | 1933 Janvier..... | — | — | 29.491 | 2.177 | 23.524 | 28.406 |
| 1933 Janvier..... | 281.965 | Février..... | — | — | 28.108 | 3.299 | 21.307 | 41.221 |
| Février..... | 247.403 | Mars..... | — | — | 64.464 | 7.372 | 25.175 | 56.791 |
| Mars..... | 290.008 | Avril..... | — | — | 61.498 | 1.891 | 20.733 | 42.077 |
| Avril..... | 267.936 | Mai..... | — | — | 80.251 | 3.041 | 27.644 | 22.455 |
| Mai..... | 307.931 | Juin..... | 200.000 | — | 76.149 | 7.996 | 28.960 | 14.876 |
| Juin..... | 262.910 | Juillet..... | — | — | 58.049 | 613 | 19.171 | 22.377 |
| Juillet..... | 287.814 | Août..... | 215.000 | — | 105.486 | 772 | 24.988 | 27.483 |
| Août..... | 288.833 | Septembre..... | 1.500.000 | — | 76.173 | 970 | 21.370 | 29.155 |
| Septembre..... | 266.587 | Octobre..... | — | — | 51.714 | 3.987 | 21.142 | 35.810 |
| Octobre..... | 237.639 | Novembre..... | 200.000 | (4) fr. fr. 600 | 48.500 | 1.963 | 16.243 | 30.377 |
| Novembre..... | 214.134 | Décembre..... | — | — | 158.003 | 94.709 | 27.836 | 55.021 |
| Décembre..... | 205.402 | 1934 Janvier..... | — | — | 76.170 | 4.768 | 7.944 | 24.951 |
| 1934 Janvier..... | 207.004 | Février..... | (3) 200.000 | — | 23.205 | 543 | 10.559 | 11.099 |

(1) Y compris les renouvellements au bout de 15 ans, qui se montent à environ 1 % du total, mais non compris les hypothèques légales.

(2) Dans les pouvoirs publics on comprend, outre l'Etat, les provinces et les communes, les organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'eau, le Crédit Communal, etc.

(3) Emprunt Crédit Communal, 200 millions de francs, 6 p. c., bons de caisse à 10 ans, émis à 98.

(4) Emprunt extérieur, 600 millions de francs français, 5,50 p. c., émis à 91,75.

RENDEMENT DES SOCIÉTÉS ANONYMES BELGES

Tableau rétrospectif.

| PÉRIODES | Capital versé | | Bénéfice total | | Perte totale | | Solde | Bénéfice distribué aux actionnaires | Dette obligataire | Payement de coupons d'obligat. |
|---------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|-----------|-------------------------------------|-------------------|--------------------------------|
| | Nombre de sociétés | Montant en milliers de francs | Nombre de sociétés | Montant en milliers de francs | Nombre de sociétés | Montant en milliers de francs | | | | |
| Année 1932 | 7.130 | 49.539.473 | 4.185 | 3.457.185 | 2.945 | 2.047.674 | 1.409.511 | 2.447.003 | 10.476.933 | 587.650 |
| Année 1933 | 7.062 | 48.907.210 | 3.915 | 2.893.184 | 3.147 | 2.103.787 | 789.397 | 2.134.748 | 10.765.323 | 600.282 |
| 1932 Novembre | 272 | 3.988.388 | 142 | 227.525 | 124 | 207.743 | 19.782 | 163.695 | 855.395 | 43.340 |
| Décembre | 285 | 3.321.694 | 169 | 218.734 | 116 | 173.667 | 45.067 | 179.274 | 692.910 | 41.227 |
| 1933 Janvier | 121 | 524.428 | 61 | 51.126 | 60 | 43.673 | 7.453 | 32.644 | 1.655.596 | 92.011 |
| Février | 196 | 459.156 | 113 | 17.313 | 93 | 44.979 | — 27.666 | 11.164 | 642.762 | 36.913 |
| Mars | 1.281 | 5.410.955 | 755 | 478.180 | 526 | 155.576 | 322.604 | 351.524 | 644.913 | 34.224 |
| Avril | 1.563 | 8.519.547 | 854 | 495.648 | 709 | 360.585 | 135.063 | 338.577 | 872.700 | 50.328 |
| Mai | 1.048 | 9.272.602 | 568 | 626.526 | 480 | 363.008 | 263.518 | 451.574 | 900.556 | 46.964 |
| Juin | 587 | 3.447.123 | 343 | 179.828 | 244 | 169.052 | 10.776 | 125.956 | 722.559 | 42.244 |
| Juillet | 375 | 5.590.906 | 201 | 215.830 | 174 | 253.742 | — 37.912 | 202.892 | 1.609.941 | 90.069 |
| Août | 133 | 1.935.311 | 85 | 56.454 | 48 | 40.641 | 15.813 | 27.378 | 649.906 | 36.525 |
| Septembre | 249 | 995.983 | 136 | 74.238 | 113 | 61.328 | 12.910 | 53.416 | 653.641 | 36.253 |
| Octobre | 566 | 4.446.054 | 320 | 206.544 | 246 | 233.215 | — 26.671 | 162.204 | 862.715 | 49.598 |
| Novembre | 275 | 4.057.759 | 162 | 225.756 | 114 | 174.531 | 51.225 | 175.554 | 909.082 | 47.271 |
| Décembre | 296 | 3.316.114 | 165 | 239.849 | 125 | 89.380 | 150.469 | 184.224 | 640.952 | 36.982 |
| 1934 Janvier | 108 | 497.028 | 62 | 56.089 | 46 | 25.944 | 30.145 | 48.353 | 1.551.018 | 88.471 |

ÉMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES ET CONGOLAISES

(Sociétés anonymes et en commandite par actions.)

Tableau rétrospectif (milliers de francs).

| PÉRIODES | CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS | | | AUGMENTATIONS DE CAPITAL | | | | | | ENSEMBLE DES ÉMISSIONS | PRIMES D'ÉMISSION | APPORTS EN NATURE compris dans les souscript. et augm. de capital | ÉMISSIONS NETTES (*) |
|--------------------|---------------------------|-----------------|----------------|--------------------------|----------------|-------------------|----------------|--------|---------|------------------------|-------------------|---|----------------------|
| | | | | ACTIONS | | | OBLIGATIONS | | | | | | |
| | Nombre | Montant nominal | Montant libéré | Nombre | Capital ancien | Augment. nominale | Montant libéré | Nombre | Montant | | | | |
| Année 1932 | 536 | 1.200.728 | 980.643 | 243 | 1.990.877 | 710.078 | 599.394 | 24 | 241.251 | 2.152.057 | 49.883 | 1.218.587 | 632.584 |
| Année 1933 | 625 | 669.052 | 587.992 | 226 | 2.318.779 | 911.035 | 766.563 | 22 | 162.917 | 1.743.004 | 147.268 | 846.576 | 818.164 |
| 1932 Novembre ... | 40 | 18.142 | 16.144 | 15 | 53.789 | 57.781 | 53.739 | 2 | 1.851 | 77.774 | 3.375 | 49.262 | 25.847 |
| Décembre ... | 69 | 116.061 | 82.465 | 39 | 353.448 | 131.116 | 118.929 | 3 | 3.000 | 250.177 | 5.143 | 122.445 | 87.092 |
| 1933 Janvier | 45 | 44.309 | 37.850 | 14 | 49.602 | 21.726 | 10.282 | 4 | 15.142 | 81.177 | — | 25.398 | 37.676 |
| Février | 49 | 38.211 | 30.318 | 22 | 55.902 | 19.427 | 14.937 | 2 | 1.750 | 59.388 | 440 | 31.321 | 16.124 |
| Mars | 56 | 43.741 | 24.226 | 23 | 203.315 | 72.920 | 67.104 | 3 | 8.250 | 124.911 | — | 56.090 | 42.890 |
| Avril | 47 | 21.249 | 18.040 | 21 | 468.352 | 151.245 | 83.490 | 2 | 975 | 173.469 | 127.060 | 15.885 | 213.650 |
| Mai | 65 | 42.041 | 35.301 | 21 | 182.225 | 105.667 | 101.356 | 1 | 6.000 | 153.708 | 300 | 35.846 | 107.111 |
| Juin | 55 | 146.553 | 143.301 | 32 | 84.427 | 63.365 | 54.088 | 1 | 7.500 | 217.418 | — | 167.128 | 37.761 |
| Juillet | 55 | 33.520 | 24.461 | 20 | 580.175 | 313.711 | 311.608 | 1 | 5.000 | 352.231 | 10.100 | 188.649 | 162.520 |
| Août | 31 | 12.448 | 9.915 | 7 | 62.810 | 21.540 | 20.740 | 4 | 14.500 | 48.488 | — | 24.590 | 20.565 |
| Septembre ... | 36 | 10.896 | 9.587 | 19 | 44.651 | 29.935 | 13.713 | 1 | 100.000 | 140.831 | — | 13.652 | 109.648 |
| Octobre | 53 | 21.213 | 18.475 | 10 | 54.699 | 7.635 | 2.148 | 1 | 2.300 | 31.148 | — | 10.615 | 12.308 |
| Novembre | 47 | 26.937 | 20.757 | 13 | 111.813 | 27.080 | 14.020 | 2 | 1.500 | 55.497 | — | 12.680 | 23.597 |
| Décembre | 86 | 227.934 | 215.761 | 24 | 450.808 | 76.804 | 73.107 | — | — | 304.738 | 9.368 | 284.122 | 34.114 |
| 1934 Janvier | 64 | 68.801 | 45.415 | 11 | 205.615 | 13.347 | 13.067 | 1 | 5.000 | 87.148 | — | 27.010 | 36.472 |

(*) Comprendent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les apports en nature.

RENDEMENT DES IMPOTS EN BELGIQUE (d'après le « Moniteur belge »)

1° Recettes fiscales sans distinction d'exercices (non compris les additionnels provinciaux et communaux).

(millions de francs)

| PÉRIODES | Contributions directes | Douanes et accises | Enregistrement | Recettes [globales pour la période | Recettes globales] cumulatives de janvier au mois indiqué inclusivement |
|---------------------|------------------------|--------------------|----------------|------------------------------------|---|
| Année 1932 | 2.373 | 2.666 | 2.634 | 7.673 | — |
| Année 1933 | 3.210 | 2.780 | 2.812 | 8.802 | — |
| 1932 Novembre | 183 | 213 | 207 | 602 | 6.878 |
| Décembre | 219 | 303 | 273 | 795 | 7.673 |
| 1933 Janvier | 360 | 192 | 239 | 791 | 791 |
| Février | 291 | 174 | 189 | 654 | 1.445 |
| Mars | 298 | 212 | 241 | 751 | 2.196 |
| Avril | 227 | 220 | 221 | 668 | 2.864 |
| Mai | 226 | 271 | 239 | 736 | 3.600 |
| Juin | 279 | 241 | 238 | 758 | 4.358 |
| Juillet | 255 | 227 | 238 | 720 | 5.078 |
| Août | 253 | 263 | 248 | 764 | 5.842 |
| Septembre | 262 | 242 | 249 | 753 | 6.595 |
| Octobre | 299 | 248 | 248 | 795 | 7.391 |
| Novembre | 252 | 247 | 232 | 731 | 8.122 |
| Décembre | 209 | 242 | 230 | 681 | 8.802 |
| 1934 Janvier | 284 | 220 | 223 | 728 | 728 |

2° Recettes totales d'impôts effectuées jusqu'au 31 janvier 1934 pour les exercices 1933 et 1934.

(non compris les additionnels provinciaux et communaux).

(millions de francs)

| | Exercice 1933 | | Exercice 1934 | | Janvier 1934 | |
|--|---------------------|--|---------------------|--|--------------------------|---------------|
| | Recettes effectuées | Evaluations budgétaires (12/12 ^{es}) | Recettes effectuées | Evaluations budgétaires (1/12 ^e) | Recettes effectuées pour | |
| | | | | | l'exerc. 1933 | l'exerc. 1934 |
| I. Contributions directes | 2.224 | 3.069 | 96 | 255 | 188 | 96 |
| II. Douanes et accises | 2.772 | 2.932 | 210 | 239 | 10 | 210 |
| dont douanes | 1.496 | 1.518 | 125 | 129 | — | 125 |
| accises | 967 | 1.062 | 69 | 85 | 7 | 69 |
| III. Enregistrement | 2.810 | 2.966 | 222 | 236 | 1 | 222 |
| dont enregistrement et transcr. successions | 528 | 528 | 39 | 46 | — | 39 |
| timbre, taxe de transm. | 2.037 | 2.110 | 165 | 170 | 1 | 15 |
| Total | 7.806 | 8.967 | 528 | 730 | 199 | 528 |
| Différence (±) par rapport aux évaluations budgétaires | — 1.161 | | — 202 | | | |

NOTE. — L'exercice fiscal commence le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 octobre de l'année suivante. Pour les impôts directs, la période de perception dépasse de 10 mois l'année civile; la remise des déclarations par le contribuable et l'établissement des rôles par l'administration prennent, en effet, un certain temps. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à partir de la clôture de l'exercice.

COURS DES METAUX PRECIEUX A LONDRES

| DATES | Or | | Argent | | Rapport or — argent |
|---------------------------------|---|---|--|---------------------------------------|------------------------------|
| | En sh. et p. par once (2) d'or fin | En francs (1) par kg. d'or fin | En deniers par once (2) au titre stand. (222/240) | En francs (1) par kg. de fin | |
| 1931 2 janvier | 85/1 1/8 | 23.788,01 | 14 1/2 | 365,18 | 65,14 |
| 1932 4 janvier | 122/2 | 23.792,34 | 20 3/8 | 357,49 | 66,55 |
| 1933 3 janvier | 123/8 | 23.935,37 | 16 1/2 | 287,70 | 83,20 |
| 1 ^{er} février | 121/2 1/2 | 23.788,37 | 17 | 300,58 | 79,14 |
| 1 ^{er} mars | 121/11 1/2 | 23.786,07 | 17 1/16 | 299,80 | 79,34 |
| 1 ^{er} avril | 120/4 1/2 | 23.789,30 | 17 1/4 | 307,12 | 77,46 |
| 1 ^{er} mai | 123/9 | 23.772,46 | 20 1/2 | 354,78 | 67,01 |
| 1 ^{er} juin | 122/11 | 23.982,86 | 18 7/8 | 331,78 | 72,29 |
| 3 juillet | 123/1 | 23.899,14 | 18 9/16 | 324,71 | 73,60 |
| 1 ^{er} août | 124/0 | 23.790,58 | 17 7/8 | 308,96 | 77,— |
| 1 ^{er} septembre | 130/8 1/2 | 23.848,45 | 18 1/16 | 296,90 | 80,32 |
| 2 octobre | 133/5 | 23.763,52 | 18 1/2 | 296,86 | 80,05 |
| 2 novembre | 133/3 | 23.871,73 | 18 9/16 | 299,59 | 79,68 |
| 1 ^{er} décembre | 125/2 | 23.903,76 | 18 7/16 | 317,22 | 75,35 |
| 1934 2 janvier | 127/0 | 23.906,81 | 19 5/16 | 327,52 | 72,99 |
| 1 ^{er} février | 135/6 | 24.001,18 | 19 7/16 | 310,18 | 77,38 |
| 1 ^{er} mars | 137/1 | 23.975,88 | 20 9/16 | 324,00 | 74,00 |

(1) Conversion effectuée au cours de la livre sterling à Bruxelles à la date de la cotation.
 (2) L'once troy = 31,103481 grammes.

Banque Nationale de Belgique

Moyennes annuelles et mensuelles des situations hebdomadaires.

(Milliers de francs.)

| DATES | ENCAISSE | | Portefeuille effets sur la Belgique et sur l'étranger | Avances sur fonds publies | Bons annuités et titres d'obligations du Trésor belge (Loi du 27-12-1930 et du 19-7-1932) | Billets en circulation | COMPTES COURANTS | | Total des engagements à vue |
|---------------------|------------|---|--|------------------------------------|--|------------------------------|------------------|---------|--------------------------------------|
| | Or | Traites et disponibi- lités-or sur l'étranger | | | | | Particuliers | Trésor | |
| Année 1932 | 12.842.935 | — | 4.083.543 | 323.763 | 1.613.428 | 18.303.675 | 786.707 | 168.650 | 19.259.032 |
| Année 1933 | 13.393.004 | — | 3.816.451 | 276.055 | 1.794.407 | 17.752.997 | 1.498.098 | 506.229 | 19.757.324 |
| 1932 Décembre | 12.974.597 | — | 3.476.767 | 359.279 | 1.832.358 | 18.182.424 | 700.184 | 234.591 | 19.117.109 |
| 1933 Janvier | 13.013.846 | — | 3.809.509 | 229.794 | 1.813.918 | 18.190.661 | 974.953 | 194.437 | 19.360.051 |
| Février | 13.093.800 | — | 3.887.220 | 206.336 | 1.813.918 | 17.761.397 | 1.316.433 | 410.801 | 19.488.631 |
| Mars | 13.295.867 | — | 3.983.526 | 228.319 | 1.813.918 | 17.741.458 | 1.424.695 | 618.087 | 19.784.240 |
| Avril | 13.354.858 | — | 3.931.833 | 272.471 | 1.813.918 | 18.134.356 | 1.473.616 | 221.853 | 19.829.825 |
| Mai | 13.373.082 | — | 3.803.628 | 294.782 | 1.813.918 | 18.073.282 | 1.463.753 | 203.697 | 19.740.732 |
| Juin | 13.368.541 | — | 3.625.747 | 291.054 | 1.808.918 | 17.914.249 | 1.406.839 | 234.138 | 19.555.226 |
| Juillet | 13.424.703 | — | 3.703.155 | 297.113 | 1.776.434 | 18.112.654 | 1.414.301 | 150.364 | 19.677.319 |
| Août | 13.459.412 | — | 3.757.107 | 274.656 | 1.776.434 | 17.999.249 | 1.293.186 | 453.925 | 19.746.360 |
| Septembre | 13.519.220 | — | 3.795.306 | 298.106 | 1.776.434 | 17.547.081 | 1.407.937 | 927.083 | 19.882.101 |
| Octobre | 13.547.193 | — | 3.762.399 | 334.140 | 1.776.434 | 17.319.290 | 1.817.277 | 784.056 | 19.921.523 |
| Novembre | 13.586.552 | — | 3.848.611 | 305.968 | 1.776.434 | 17.188.889 | 1.885.342 | 927.797 | 20.002.028 |
| Décembre | 13.643.251 | — | 3.857.491 | 279.142 | 1.771.434 | 17.055.670 | 2.080.202 | 902.969 | 20.038.841 |
| 1934 Janvier | 13.727.951 | — | 3.976.687 | 183.220 | 1.737.327 | 17.148.540 | 2.261.781 | 707.975 | 20.118.296 |
| Février | 13.643.257 | — | 3.777.045 | 180.366 | 1.737.327 | 17.182.894 | 1.990.277 | 663.109 | 19.836.280 |